Hommage à Bernard Morel

21-21 oct. 2022

Aix-en-Provence

France

Table des matières

Introduction	1
Bernard Morel, notre collègue. Témoignages, Baby-Collin Virginie [et al.]	1
SÉQUENCE 1 LE TEMPS DE LA PROSPECTIVE	6
Bernard Morel et l’an 2000, Thiebaut Dominique	6
Euroméditerranée et aire métropolitaine marseillaise. Une vision prospective à l’aube des années 1990, Zimmerman Jean-Benoît	10
SÉQUENCE 2 MARSEILLE, VILLE ET MÉTROPOLE	15
Construire la métropole marseillaise avec ou contre les pouvoirs politiques..., Bor-ruey René	15
Bernard Morel et Marseille: fragmentations, connexions, centralités, engagements, Za-lio Pierre-Paul	22
SÉQUENCE 3 RÉGION, POLITIQUE RÉGIONALE ET VIE PUBLIQUE	28
Bernard MOREL: de la recherche à l’action politique, Fellmann Thierry	28
SÉQUENCE 4 ANCRER LE SAVOIR, LIEUX DE SAVOIRS ET DE TRANS-MISSION	33
Fédérer les formations et la recherche pour servir le territoire, Dubois Jérôme . . .	33
De la Maison méditerranéenne des sciences de l’Homme à l’Institut méditerranéen de recherches avancées, l’engagement dans l’action collective au service de la recherche, Marin Brigitte	41

CONCLUSION DE LA JOURNÉE	49
Éléments de conclusion, Daviet Sylvie	49
Liste des auteurs	52

Introduction

Bernard Morel, notre collègue

Témoignages de Virginie Baby-Collin et Nicole Girard

C'est avec joie, mais aussi avec beaucoup d'émotion, que nous introduisons cette journée d'hommage à Bernard Morel, qui fut un collègue et un ami, presque un an après son décès. Lui rendre hommage à la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) était une évidence, tant sa vie scientifique y a été inscrite. Nos témoignages évoquent les grandes étapes de la vie professionnelle et scientifique de Bernard Morel, mais aussi, de manière plus intime et personnelle, le quotidien que nous avons partagé avec lui.

Nicole Girard

En quelques dates, je voudrais d'abord rappeler des étapes de son parcours professionnel et intellectuel. Bernard Morel est né en 1946 près de Rouen dans une famille modeste, catholique et très pratiquante, contexte qui a notablement influencé sa personnalité et son parcours ultérieur, y compris son renoncement à la foi.

J'ai choisi de mettre en évidence trois étapes dans son parcours qui sont à la fois des moments de vie et de production intellectuelle, à l'occasion de rencontres décisives.

En 1967, étudiant en sciences économiques à l'Université de Rouen, il fait une rencontre déterminante : celle de Christian Goux, tout juste nommé Professeur dans cette Université. Christian Goux était ingénieur des Ponts, agrégé de sciences économiques, plutôt classé marxisant et passionné par les études de prospective. Bernard a écrit de lui dans un hommage posthume, « *il fut mon deuxième père. Il m'ouvrit au monde, à la vie, à la politique. Je lui dois ma carrière professionnelle, mes engagements politiques mais aussi beaucoup de ma vie personnelle puisque c'est pour lui que nous sommes venus, Myriame et moi, nous installer dans cette région, à Bandol d'abord puis à Marseille.* » Cette rencontre a été déterminante sur le plan scientifique puisque Bernard a soutenu en 1977 à l'Université Paris I une thèse d'État en Sciences économiques sous sa direction sur le thème « *Conjoncture et prospective. Étude méthodologique* », thématique qu'il ne cessera d'explorer alors même qu'il sera passé à autre chose. Pendant plus d'une dizaine d'années il travaille à la SEMA (société d'économie et de mathématique appliquée) puis surtout dans le Laboratoire « Conjoncture et prospective » fondé par C. Goux (cf. texte D. Thiebaut).

Deuxième moment : au début des années 1980, Bernard entame une carrière universitaire à Toulon puis à Lyon avant d'être recruté en 1983 et jusqu'en 1995 à l'École des Hautes études en Sciences sociales (EHESS) de la Vieille Charité à Marseille comme chercheur au sein du laboratoire GREQAM, Groupe de Recherches en Économie Quantitative, où sa position d'économiste critique marxisant était sans doute atypique. À la Vieille-Charité, il établit des contacts scientifiques solides et durables non seulement avec les économistes de son laboratoire (J.B. Zimmermann) mais aussi avec les représentants d'autres disciplines, comme Émile

Temime, historien de Marseille et des migrations, auquel le lient une estime et une amitié partagées. C'est pendant ces années qu'il investit Marseille comme objet d'études dans de multiples articles et ouvrages dont ceux écrits avec P. San Marco puis son livre de référence, *Marseille naissance d'une métropole*, paru en 1999. C'est aussi le moment où il fait une autre rencontre déterminante, celle de Michel Vauzelle. D'abord au sein de la Fondation sud créée par M. Vauzelle pour favoriser le dialogue politique entre pays du bassin méditerranéen, puis à la Région PACA lorsque ce dernier est élu Président de la Région. En avril 1998, Bernard devient son directeur de cabinet jusqu'en 2001, il est ensuite chargé de mission auprès du Président jusqu'en 2007. C'est une période déterminante à la fois dans sa réflexion sur l'institution régionale marquée par de multiples publications mais aussi dans sa pratique d'homme engagé.

De 1991 à 1995, Bernard a été membre du comité scientifique de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale), auprès de Jean-Louis Guigou et co-animateur avec Georges Bertrand, Professeur de géographie à l'Université de Toulouse-le-Mirail, du grand chantier de prospective Midi-Méditerranée de la DATAR. Il en est résulté une connaissance approfondie des politiques d'aménagement du territoire qui a alimenté sa réflexion sur le sujet.

Troisième moment, celui d'une implication forte dans l'institution universitaire. En 1995 il est recruté comme Professeur en aménagement-urbanisme à l'Institut d'urbanisme de l'Université Lyon 2, mais cette affectation devient vite incompatible avec ses fonctions à la Région à Marseille. En 1999 il obtient une mutation à l'Université de Provence, où il est rattaché à l'UFR de Géographie-Aménagement et au laboratoire de recherche TELEMMe de la MMSH. Jusqu'à sa retraite en 2010, c'est là qu'il effectue ses services d'enseignement et ses activités de recherche. Il est très vite amené à prendre des responsabilités importantes à la MMSH : d'abord directeur adjoint de Robert Ilbert, puis directeur de 2004 à son départ en retraite en 2010. Avec Robert Ilbert, ils portent le projet de création de l'IMERA (Institut Méditerranéen de Recherches Avancées) à Marseille (cf. intervention de Brigitte Marin).

Enfin, c'est à la fin de sa carrière universitaire et surtout après sa retraite en 2010 qu'il a occupé des mandats électoraux dans diverses instances (à la communauté urbaine, la Région, au Conseil économique et social Régional, au sein du GPMM, et à Euroméditerranée dont il a assuré la présidence).

Je souhaite enfin partager quelques éléments plus personnels sur Bernard Morel, enseignant-chercheur à l'Université. Dans son discours de départ de la MMSH qu'il appelle « discours des adieux » Bernard a écrit : « si on m'avait dit il y a 45 ans que mon pot de départ à la retraite se ferait à l'Université cela m'aurait fait beaucoup rire ». Il dit ne pas avoir pensé à ce métier durant sa jeunesse et y être arrivé par le hasard des rencontres.

Nous nous connaissions depuis plusieurs années, et à partir de sa nomination à l'université de Provence nous avons fait équipe aussi bien pour nos enseignements en aménagement du territoire que pour les activités de recherche au sein de l'UMR TELEMMe à la MMSH. Malgré

ses lourdes responsabilités à la Région, il a toujours assuré la totalité des fonctions d'un universitaire : certes l'intégralité de son service d'enseignement -toujours en costume-cravate- mais aussi la surveillance d'examens, correction de copies, jurys d'examen ainsi que les innombrables réunions et guerres picrocholines où son pragmatisme et son sens de la négociation faisaient merveille. Il a été un enseignant juste et bienveillant avec les étudiants, jamais laxiste, leur ouvrant toujours une porte quand les résultats étaient mauvais. Il faut aussi rappeler sa courtoisie, son urbanité, son attention aux personnes. Quand il arrivait le matin, il avait toujours un moment convivial autour du café avec le personnel administratif. Il en profitait pour commenter l'actualité et échanger des plaisanteries avec les uns et les autres, car comme on sait il avait un caractère très gai.

Un mot sur le travail de recherche. Nous avons dirigé ensemble deux programmes de recherche dans l'UMR TELEMMe sur les « Villes et Territoires en Méditerranée », de 2000 à 2007, organisé plusieurs journées d'études, co-rédigé des publications. Bernard nous a fait bénéficier non seulement de ses réflexions, de son expérience de la vie publique, mais aussi de son carnet d'adresses qui nous a permis de réunir des personnalités scientifiques ou politiques au cours de manifestations dont je garde un souvenir précis et ému. Le travail d'écriture avec Bernard était facile et rassurant: non seulement il ne refusait jamais sa participation mais il n'avait aucun ego sur ses propres écrits et acceptait avec facilité le travail collectif. Il avait la plume facile, en témoigne sa longue bibliographie, et il n'hésitait pas à partager ses réflexions et ses écrits.

Virginie Baby-Collin

D'une autre génération, c'est sous un autre angle que je voudrais évoquer la personnalité de Bernard, celle du passeur, du guide, du mentor, qui m'accueillit à mon arrivée à l'université de Provence en 2004. Il m'invita à faire connaissance dans les locaux qu'il occupait alors au Conseil régional où il était conseiller de Michel Vauzelle, en fin de journée, et, autour d'un whisky, me parla du Mexique : la Région mettait alors en place une coopération décentralisée avec l'État du Nuevo León, dont la capitale est Monterrey, où j'avais vécu et travaillé avec ma collègue Delphine Mercier. De ce premier échange est née une collaboration scientifique fructueuse avec ce bout du Mexique. L'accord de coopération a été établi en 2005 ; Michel Vauzelle et Bernard Morel ont effectué une mission à Monterrey dans la foulée ; cinq accords de coopération ont été signés avec des universités et centres de recherches de la région, une vingtaine d'étudiants de master ont circulé, aidés par des bourses de la Région, entre Marseille et Monterrey, et certains ont poursuivi en thèse de doctorat ; plusieurs enseignants chercheurs ont également alimenté une coopération enrichie de financements extérieurs (programme ECOS Nord entre 2006 et 2010, programme du CONACYT mexicain à partir de 2010). Michel Vauzelle a inauguré le premier colloque *Sud à Sud* en 2006, organisé à Aix à l'université de Provence, qui visait à instaurer un dialogue entre les Suds, la Méditerranée et l'Amérique latine, sur un certain nombre de thématiques ; la Région a accueilli un gros colloque sur *le Mexique dans les migrations internationales, mises en perspectives méditerranéennes*, organisé en 2011 avec nombre de collègues mexicains ; trois ouvrages sont issus de ces collaborations.

Le rôle d'impulsion de Bernard Morel dans ces mises en relation et dans l'accompagnement de ces projets a été déterminant. Comme à de nombreuses reprises par la suite, il a joué un rôle presque paternel, de mentor, guidant les plus jeunes sur des sentiers permettant de concrétiser des projets et d'enrichir des dynamiques scientifiques par des échanges plus vastes, qui à la Région touchaient aussi aux échanges économiques et à des enjeux politiques liés à la coopération décentralisée. À l'interface entre monde académique, sphère politique, plus largement univers régional, Bernard n'a cessé, auprès de moi comme d'autres plus jeunes collègues, de jouer ce rôle de passeur affectueux et bienveillant, sans jamais tirer la couverture à lui, avec cette générosité infinie qui le caractérisait, œuvrant pour le bien collectif, de la science, au service d'un projet politique qu'il accompagnait, avec sa vision humaniste, mais aussi son sens de l'humour et de la dérision.

SÉQUENCE 1 | LE TEMPS DE LA PROSPECTIVE

Bernard Morel et l'an 2000

Dominique THIEBAUT,

Docteur en économie, membre fondateur du laboratoire de Conjoncture et Prospective

Témoignage

Dominique Thiebaut témoigne ici à plusieurs titres : en tant qu'ancien professeur de troisième et quatrième années de Sciences économiques, docteur de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg, ingénieur informaticien-statisticien du CNAM (Conservatoire national des Arts et Métiers) et de l'ISUP (Institut de statistique de l'université de Paris aujourd'hui Sorbonne Université). Et aussi ancien journaliste, éditorialiste des rubriques «Economie, conjoncture et finance» dans une douzaine de titres dont *Le Nouvel Observateur* et *Challenges*.¹

J'ai connu Bernard Morel juste après Mai 68. À l'époque, il était étudiant à la faculté de Rouen avec comme professeur Christian Goux qu'il appelait « le Maître » et dont il était le meilleur élève. Christian Goux était également consultant à Paris dans la première société de conseils à l'américaine qui s'appelait la SEMA (Société d'Économie et de Mathématique Appliquée), repaire de polytechniciens... Dans le département dirigé par Christian Goux, il y avait une cellule « conjoncture et macro-économie appliquée » dans laquelle j'étais entré récemment. L'idée était que Bernard - qui en avait le talent et le goût - devait monter une cellule « prospective ». Ce qu'il a fait, car c'était un esprit inventif et très ouvert qui savait « lire et écrire » et décortiquer les œuvres des spécialistes du domaine, souvent américains à l'époque. Il y avait aussi en France, Bertrand de Jouvenel, créateur de la revue *Futuribles*, qui cherchait à faire de la prospective une Science, alors que - disait-il - jusqu'à présent, « cela n'avait été qu'un Art ». Quant à Gottfried Wilhelm Leibniz (1646 -1716), il avait déclaré bien avant que « le présent est gros de l'avenir: le futur se pourrait lire dans le passé » !

À travers l'approche prospective, la stratégie était de regarder dans le rétroviseur pour voir ce que l'on a réussi - parfois un peu par hasard - dans une prévision de long terme; ce que l'on a raté - en en étudiant les raisons - et s'en servir en rajoutant l'évolution à venir de la géopolitique, des sciences, des techniques, du savoir, de la technologie, de la société ...etc., pour essayer de dessiner un avenir à plus ou moins longue échéance. La longue échéance en prospective, c'est vingt ans au moins. Dans le laboratoire de conjoncture et prospective (LCP) que nous avons exporté de la SEMA pour être «indépendant du Grand Capital», Bernard a dirigé de nombreuses études pour de grands groupes, comme Thomson ou la RATP (régie autonome des transports parisiens), qui étaient soucieux de savoir ce qu'ils allaient devenir et «à quelle sauce ils nous mangeraient»... On a aussi travaillé pour le Commissariat au Plan, le CEPREMAP (Centre pour la recherche économique et ses applications), la c (Délégation à l'aménagement du territoire et

¹Texte mis en forme par Sylvie Daviet

à l'action régionale), et même pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, je crois, dans la mesure où Christian Goux avait envie de descendre dans le Midi....

Le « Labo », comme Bernard l'appelait, est arrivé sous son impulsion à trouver une méthode fiable qui consistait à adapter à l'esprit français et aussi européen les technologies qui étaient plus ou moins employées aux États-Unis... On était une dizaine et on travaillait aussi avec des « externes » comme Jacques Attali, ou encore Michel Godet, professeur et chercheur en prospective au CNAM. On était aussi en contact avec le *Nouvel Observateur* où je faisais des pages de conjonctures avec le professeur Jean Matouk. Donc, nous avons eu l'idée de faire un exercice pratique de prospective appliquée dans le style journalistique de l'*Observateur*.

C'était un projet un peu fou qui a été décidé en juillet 1979. Et au lieu de partir en vacances, on s'est mis au travail et on a sorti le numéro prévu en novembre². Il a été élaboré par Bernard qui a monté un « delphi ». C'est une méthode de recherche prospective qui consiste à construire un panel d'experts, des « sachants » ou des « décideurs », voire des « exécutants », et à leur administrer un canevas sous forme de questions et de thèmes de réflexion pour recueillir leurs idées, leurs pensées et leurs réponses sous forme de projections pour l'an 2000. Le numéro avait été préparé par le Labo avec Gérard Bonnot, grand journaliste scientifique qui dirigeait l'enquête. Les experts étaient des personnalités plus ou moins connues avec lesquelles Bernard était déjà en contact pour d'autres études et qui d'ailleurs sont devenus par la suite célèbres voire incontournables³.

Une fois que ces experts avaient initié un premier tour de réflexions, de commentaires et de propositions, l'idée était d'en tirer une première synthèse commune sur laquelle Bernard élaborait un ou plusieurs scénarios qu'il renvoyait à ce panel d'experts (et aussi à ceux qui avaient pris le train en retard...) pour commenter, corriger et rajouter d'autres idées. Cela pour nourrir un second tour et ainsi de suite. Mais nous nous sommes arrêtés là, pressés par le temps qui courait vers le bouclage de ce numéro prévu trois mois après le top départ.

La parution a été un succès considérable, constituant un véritable coup de poing dans la fourmilière; un succès que le *Nouvel Observateur* a décidé de prolonger par deux numéros de réactions avec d'autres experts qui étaient venus exprimer leurs propres idées et/ou compléter celles qui avaient déjà été exposées. C'était l'honneur de ce journal, fondé par Claude Perdriel et Jean Daniel, de livrer aux lecteurs un telle réflexion prospective: «*20 ANS QUI PEUVENT TOUT BOULEVERSER*», avons-nous titré assez fièrement avec Gérard Bonnot...à juste titre? La dernière fois que j'ai vu Bernard sur sa terrasse, avec vue sur la Méditerranée, il m'avait dit en clignant les yeux « dis donc, c'était vachement bien vu ; on ne s'était pas tellement gourés... »

²Dossier 1980-2000, *Le Nouvel Observateur* n°782-783-784 octobre-novembre 1979

³ Ont bien voulu collaborer à la préparation de ce dossier: Jacques Attali, Philippe Barret, Jacques Berque, Jean-François Deniau, Claudine Escoffier-Lambiotte, Robert Fossaert, Yona Friedman, Françoise Gliroud, Claude Gruson, Henri Laborit, Alain Lipietz, Simon Nora, Alexandre Sanguinetti, Evelyne Sullerot, Alain Touraine, Maurice Tubiana. Et dans les numéros suivants: Edgar Morin, Alain Minc, Edgar Pisani, Guy Béart, Aurelio Peccei, Albert Jacquart, Dominique Wolton et Serge Moscovici.

Alors, quelles étaient les cinq ou six conclusions principales qui chapeautaient le premier numéro ? Premièrement et en tête, c'était la toute nouvelle télématique avancée par Alain Minc et Simon Nora - par ailleurs devenus panelistes dans cette enquête pour l'Obs. Il est évident qu'Internet n'existait pas encore au début des années 1980, mais nous avons déjà fait pour Thomson une belle étude prospective sur les futurs grands écrans plats et d'autres technologies en devenir que Bernard avait baptisée «la Télécommunicatiqu» ... La deuxième grande idée pour l'an 2000, toujours proposée par le panel, soutenait que « Pour la première fois de leur histoire, tous les Hommes rêveront des mêmes choses en même temps »... Bernard me disait récemment qu'il fallait probablement y voir les futurs réseaux sociaux qui allaient influencer le comportement des populations ? Troisième idée forte: « La biologie va devenir la reine des sciences, dont les applications vont dominer dans les prochaines décennies »... À cette idée, les experts avaient associé un nouveau concept assez étrange, qui est la quatrième prédiction faite en 1980 : « Il est imminent le jour où l'on réussira à ce que chaque vache mette bas deux veaux à la fois »... Depuis, il y a effectivement eu les clones, dont la brebis Dolly. Cinquième idée: « La médecine sera moins spectaculaire mais plus efficace et moins dispendieuse »... Une idée intéressante et visionnaire qui annonçait la télé-médecine et la télé-chirurgie? Enfin, sixième et dernière idée d'avenir de cet ensemble prospectif: « L'émancipation des femmes sera la grande affaire morale de la fin du XX^{ème} siècle »...Voilà une chose devenue essentielle pour le troisième millénaire!

Ce numéro a été suivi par deux autres, avec les réactions des experts et aussi l'arrivée de ceux qui se sont décidés tardivement au vu du succès du premier numéro... On y retrouvera bien sûr Jacques Attali, ou Alain Minc, etc. Mais aussi des « non-spécialistes » comme mon ami Guy Béart (Ingénieur des Ponts avant d'être chanteur). À l'instar de son émission vedette « Rendez-vous avec Moi », il m'a tenu un discours extraordinaire d'idées géniales, entrecoupées d'accords de guitare pour accompagner les couplets de ses chansons qui illustraient formidablement son propos; comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, Guy Béart faisait bien de la prospective ! Mais en le sachant...

Cette opération a été aussi l'occasion de faire parler de la prospective auprès d'un large public. Permettez-moi de terminer par une anecdote: il y a quelques temps, la chaîne Arte a rediffusé le célèbre film *Soleil vert* (*Soylent Green*) réalisé en 1973 par Richard Fleischer avec Charlton Heston. Un exceptionnel film d'anticipation qui nous projette en 2022, à New York, dans un décor pollué et surpeuplé. Les humains ont épuisé la quasi-totalité des ressources naturelles. La canicule est prégnante en raison de l'effet de serre. L'alimentation se limite à d'étranges tablettes. Un enquêteur va découvrir au péril de sa vie que les humains constituent la matière première de ces tablettes suspectes...Soleil vert est devenu pour notre génération un film culte, comme d'autres films « cultes »: *Fahrenheit 45*, ou *1984*, classé à l'époque « science-fiction » ...alors que c'était justement de la vraie prospective! Voilà pourquoi avec Bernard et les autres membres du « Labo » on ne ratait aucun de ces films...Et bien, en sortant pour la première fois de *Solyent Green*, nous marchions avec l'esprit encore accaparé par le choc de ces images et Bernard m'a dit : « tu vois, Dominique, on vient d'avoir notre premier « choc du futur » ... C'était le titre d'un fameux livre du sociologue et futurologue Alvin Toffler, publié en 1970 qui était pour nous un livre de chevet et représentait, dans notre ambition prospectiviste, la recherche d'une sorte de Graal.

Euroméditerranée et aire métropolitaine marseillaise

Une vision prospective à l'aube des années 1990

Jean-Benoît Zimmermann, Économiste, GREQAM, CNRS et Aix-Marseille

Université

Lorsque j'ai rejoint en 1988 l'équipe du GREQE (futur GREQAM) à la Vieille Charité à Marseille, la présence de Bernard Morel y a été absolument décisive pour moi.

Les échanges et collaborations que nous avons pu avoir m'ont amené à enrichir mon approche d'économie industrielle et de l'innovation d'une dimension géographique qui sera déterminante pour la suite de mon parcours. Ainsi, partant de nos interactions et travaux communs, j'ai pu élargir mes recherches à des questions de développement industriel local, à l'analyse des stratégies d'implantation et de mobilité des grandes firmes, aux questions de l'ancrage territorial et, finalement, à la question du territoire, aux dynamiques de proximité.

Mais travailler avec Bernard m'a aussi permis de m'ouvrir à des analyses prospectivistes et, ce n'est sans doute pas un hasard, si notre première publication commune s'est faite dans la revue *Futuribles* au tout début de l'année 1991¹. Et là, je dois dire que le terme *Futuribles* convient bien à l'état d'esprit que Bernard a partagé avec moi sur ces questions. *Futuribles* pour futurs possibles signifie que l'approche prospectiviste se doit de se fonder sur le possible comme construction basée sur l'existant, comme prolongement de l'histoire, sans pour autant exclure révolution ou bifurcation. Je crois me souvenir d'avoir entendu à plusieurs reprises Bernard dire que le futur d'un territoire est en grande partie inscrit dans son histoire ou mieux que «l'avenir d'un territoire est la résultante d'une histoire et de projets» (BM-JBZ, 1993)².

Propective et histoire: des rapports dialectiques

Déjà, dans sa thèse en 1977³, Bernard Morel optait pour une insertion de la prévision dans l'histoire, la considérant «comme une manière de lire l'histoire au futur antérieur» (p.206). « Cela revient (...) à reconnaître que l'histoire est toujours double, dans ce sens qu'il existe une histoire *déterminée*, qui constitue la trame de l'évolution, et une histoire que déterminent les hommes. Cette double perspective est dialectique. (...) C'est ce que Marx exprimait, lorsqu'il écrivait que *Les*

¹ B. Morel, J.B. Zimmermann, « Marseille entre Europe et Méditerranée », *Futuribles*, n°151, Février 1991, p.41-56

² B. Morel, J.B. Zimmermann, « Les institutions et le développement économique au plan local », Document de Travail GREQE n°93C01, Décembre 1993. Non publié

³ B. Morel, *Prospective et Conjoncture. Étude méthodologique*. Thèse d'État en Sciences économiques, Université Paris I, 1977

hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement dans des conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. Mais par ailleurs, cette conception à double perspective se traduit aussi par une multiplicité d'horizons temporels différents correspondant aux différents acteurs économiques, politiques et sociaux et s'affrontant au niveau des contradictions sociétales. Le temps unique et linéaire est une illusion d'optique, entretenue pour perpétuer un monde unidimensionnel » (p.289)

Et : (p.291) « Le futur est création, souvent l'expression d'une décision. Il s'insère dans un projet (...). Certes la pratique décisionnelle est surdéterminée par autre chose que ce qui fonde directement la décision; et ce qui apparaît souvent comme la manifestation consciente d'une volonté n'est que la résultante du jeu interne et intime du système ».

La recomposition marseillaise (1991)

Une illustration des plus claires de cette approche est celle développée par Bernard pour ce qui concerne « la recomposition marseillaise ». Dans un article publié en 1991⁴, il analyse le déclin de Marseille comme le résultat d'une triple crise :

- crise du système industrialo-portuaire, pour partie lié à la décolonisation,
- crise de la déconnexion, les grands investissements industriels ayant contourné Marseille pour se localiser en périphérie à la faveur de vastes espaces inoccupés,
- crise du fordisme enfin, qui a d'autant plus fragilisé le tissu industriel marseillais que celui-ci vivait sur une logique plus rentière que moderniste et innovatrice.

Il montre comment « en vingt ans, s'est constituée une véritable métropole dont la composition est à peu près dessinée et dont le dynamisme démographique et économique est inversement proportionnel au ralentissement marseillais ». Pourtant, le paradoxe est que, à l'échelle de la concurrence internationale et mondiale, seul ce « grand ensemble marseillais a un sens comme territoire. (...) La métropole marseillaise a une taille internationale, Marseille intra-muros, non ».

Le Club d'échange et de réflexion sur l'Aire Métropolitaine Marseillaise

Or précisément ces thèses ont largement contribué à la création d'un club d'échange et de réflexion sur l'Aire Métropolitaine Marseillaise qui a rassemblé, pendant plus de dix ans, plusieurs dizaines de personnes, chercheurs et institutionnels, participant à titre individuel sur la seule base de leurs compétences et sans mandat de leur institution. À l'exclusion des élus, pour ne pas biaiser le propos. Les travaux de ce club visaient à réfléchir aux arguments plaidant en faveur de la constitution d'une métropole, rassemblant, dans une communauté de destin, Marseille et un vaste ensemble polycentrique de communes, pour passer de la concurrence à la coopération, du fractionnement aux actions structurantes communes. Cette vision prospective qui était déjà celle de Bernard Morel au

⁴B. Morel « La recomposition marseillaise », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, N°32, 1991, 53-64

tout début des années 1990 peinait à se faire entendre des décideurs politiques, économiques, administratifs, sociaux... et aura dû attendre les années 2010 pour enfin esquisser un modèle sur la mise en œuvre politique duquel on est malheureusement loin d'avoir fini de s'interroger... Ainsi le dernier rapport de la chambre régionale des comptes incriminant le fractionnement du financement à l'encontre de la solidarité et de la coopération.

« Marseille aux portes du futur », l'émergence du projet *Euroméditerranée*

Le deuxième chantier prospectif que je voudrais évoquer ici est relatif au projet Euroméditerranée.

En 1990, Pierre Fiastre, adjoint à l'économie du maire de Marseille, Robert P. Vigouroux, nous sollicite au GREQE dans le but de construire un argumentaire géo-stratégique susceptible d'étayer la vision prospective du Maire: « Marseille capitale de l'Europe du Sud ». Bernard, Louis-André Gérard-Varet et moi-même, nous nous attelons à ce travail. Les compétences et la clairvoyance de Bernard en matière d'économie régionale et de prospective, et sa connaissance fine du tissu économique marseillais, nous sont particulièrement précieux. Et ce n'est sans doute pas un hasard si le rapport que nous avons remis s'intitulait « Marseille aux portes du futur »⁵... dans lequel nous y écrivions « Marseille, une ville riche de passé et avide d'avenir ».

Plusieurs propositions de base ont été au cœur de notre analyse.

1- Tout d'abord l'analyse d'une économie régionale doit être élargie à la prise en compte de la globalisation de l'économie, mutation portée par les stratégies planétaires déployées par les acteurs multi-nationaux.

2- Dans ce contexte, la construction européenne induit une situation paradoxale entre la constitution d'un espace européen intégré et l'engagement dans la compétition mondiale d'acteurs-firmes à la recherche de compétitivité individuelle.

3- Dans ces conditions, les économies régionales sont entraînées dans un contexte de concurrence territoriale

4- En ce qui concerne la Méditerranée, elle a été, reste et sera demain une région hautement stratégique de la planète. Contrastes marqués des situations économiques et sociales, entre les pays et régions de son pourtour, exacerbés encore par les effets de l'intégration européenne. Sa dynamique démographique et urbaine requiert une dynamique de développement sans laquelle une crise sans précédent adviendra. *Nous ajoutions à l'époque qu'il était de la responsabilité de l'Europe de favoriser ce développement sans quoi il faudrait hérissier les frontières de l'Europe du Sud de barbelés*

⁵ L.A. Gérard-Varet, B. Morel, J.B. Zimmermann, « Marseille aux portes du futur; argumentaire géostratégique sur la métropole marseillaise », GREQE, EHESS-Marseille, Mission économique de la Ville de Marseille avril 1990

et de miradors... Quand on voit les drames qui se jouent aujourd'hui sur la Méditerranée, on comprend qu'il n'en a rien été... ou si peu... ou si mal...

5- Enfin l'avenir de Marseille ne peut être envisagé que comme l'avenir de ce vaste ensemble intercommunal, métropole polycentrique qui couvre les trois quarts du département des Bouches-du-Rhône avec plus d'un million et demi d'habitants.

Quelle stratégie pour quel projet?

Or les pays et régions de l'Europe du Sud, par l'ouverture des frontières intracommunautaires, se sont vus confrontés à une concurrence mutuelle et dans de telles conditions, on ne voit pas sur la base de quoi, Marseille ou la métropole marseillaise pourrait prétendre à une quelconque hégémonie. Elle en est l'une des capitales, elle n'a aucune légitimité à s'en réclamer « la capitale ».

Aucun des types d'indicateurs simples ou combinés que nous avons pu calculer et comparer, que ce soit en termes de PIB, de commerce et de balance commerciale, de dynamique économique, de capacité d'innovation, de potentiel de recherche... ne montre une supériorité marseillaise face aux grandes métropoles de l'Europe du Sud comme Barcelone, Milan ou même Gênes pour certains d'entre eux. Même Montpellier montrait une dynamique économique et sociale que Marseille n'atteignait pas...

Quel argumentaire stratégique opposer alors pour Marseille ? Quelle spécificité pouvait-elle être mise en avant pour construire un projet déterminant pour le futur ?

La réponse, c'est dans la géographie que nous l'avons trouvée, dans l'exceptionnelle situation de Marseille, tête de pont de l'Europe en plein centre de ce que d'aucuns ont dénommé l'« arc latin », la côte nord-ouest méditerranéenne.

Nous écrivions : « Entre Europe et Méditerranée, au carrefour de ces deux dynamiques, Marseille dispose des atouts nécessaires pour jouer un rôle actif d'articulation. Bien au-delà d'une traditionnelle vocation de négoce, la Métropole Marseillaise est désormais un acteur économique et industriel qui occupe une place privilégiée. »⁶

Pour répondre à ces nouveaux défis (futurs ancrés dans l'histoire de la ville et de sa métropole), Marseille a deux cartes maîtresses à jouer, en raison de son rôle portuaire d'une part, articulé étroitement à un intense réseau de communications intraeuropéennes, en raison d'autre part de la dimension et du rôle de la métropole.

- un port puissant, ouvert sur de nombreuses destinations et qui dispose, contrairement à Gênes ou même Barcelone, d'importantes disponibilités foncières.

⁶Ibid,

- une métropole polycentrique intégrée qui possède d'importantes capacités technologiques et industrielles dans la plupart des secteurs clefs, des technologies de l'information, du vivant, des matériaux, de l'énergie.

Euroméditerranée comme projet de développement économique à l'articulation de l'Europe et de la Méditerranée

C'est cet argumentaire qui, dans un premier temps, a été repris conjointement par la Ville et la Chambre de Commerce, et, dans un deuxième temps, a donné naissance au concept d'Euroméditerranée, conçu sur cette base et mis en place par Pierre Fiastre. Il convergeait ainsi avec les préconisations émises deux ans plus tôt par la Chambre de Commerce et son président Henri Mercier, lesquelles mettaient toutefois plus spécifiquement l'accent sur la revitalisation du port et de son hinterland.

Euroméditerranée, comme stratégie de développement économique à l'articulation de l'Europe et de la Méditerranée, est devenu le cheval de bataille du Maire Robert P. Vigouroux, avant de se trouver ramené, avec le changement d'orientation politique à la tête de la ville, à une vaste opération de rénovation urbaine, soutenue par l'Union Européenne, l'État, la Région, le Département, la Métropole et la Ville.

L'ironie du sort et du jeu politique a voulu que Bernard, qui avait fini par franchir le pas des responsabilités politiques, en soit élu président fin 2014, en remplacement de Michel Vauzelle atteint par la limite d'âge. Mais on entre cette fois encore dans un autre chapitre de la vie de Bernard que d'autres aborderont plus tard dans cette journée.

Salut l'ami!

Et puis Bernard a aussi été... un grand ami

Salut Bernard ! Merci pour ce chemin que nous avons pu parcourir ensemble!

SÉQUENCE 2 | MARSEILLE, VILLE ET MÉTROPOLE

Construire la métropole marseillaise avec ou contre les pouvoirs politiques...

René Borruet, architecte DPLG, professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille, directeur du laboratoire INAMA

À la différence de la plupart des intervenants réunis ici aujourd'hui, sans doute parce que n'exerçant pas mon métier d'enseignant-chercheur au sein du monde universitaire, je n'ai jamais été amené à travailler avec Bernard Morel, ce qui n'a pas fait de moi un « proche », et que j'ai toutes les raisons de regretter, ayant eu plusieurs fois, après l'avoir lu (et relu...), l'occasion de le côtoyer, d'échanger avec lui, de soutenir ses points de vue, l'occasion aussi, beaucoup..., de rire avec lui. Je n'ai donc pas été un « proche », mais n'en suis pas moins ému d'être ici aujourd'hui.

Aussi pour aborder et honorer cette contribution, sur ce thème, on ne peut plus central dans son parcours, « Marseille, ville et métropole », je me suis accroché à certains souvenirs, à quelques relectures et à une petite enquête...

C'est plus particulièrement sur le sujet de la « métropole », ou la « métropolisation de Marseille », que je me suis penché, parce que c'est en travaillant de mon côté sur l'histoire de l'avenir métropolitain de Marseille, ainsi que sur l'histoire de l'appareil portuaire marseillais et ses relations à la ville et au territoire, que j'ai rencontré et fréquenté les analyses particulièrement stimulantes de Bernard.

Sur ce sujet de « la métropole », que nous avons tous appelé, pendant très longtemps, « l'aire métropolitaine marseillaise » [comme l'État et l'OREAM (Organisme régional d'études et d'aménagement de l'aire métropolitaine)]'avaient nommée dans leur grand Schéma d'aménagement des années soixante], Bernard a été parmi les premiers, à Marseille, au milieu des années quatre-vingt, à affirmer clairement [comme l'État l'avait *théoriquement* proposé et dessiné, mais « sans grand succès »], que l'avenir de Marseille ne pouvait autrement se penser qu'à travers son intégration, pour ne pas dire sa « réinvention », au sein du vaste ensemble métropolitain qui était alors en plein développement [mais bien plus en désordre que ne le projetait le schéma de l'État], développement dont Marseille avait eu le grand talent (mais aussi l'infortune...) de se couper.

C'était dans ce livre, co-signé en 1985 avec le politique Ph. Sanmarco, intitulé *Marseille, l'endroit du décor*, le premier essai *développé* de son analyse historique de l'évolution contemporaine de Marseille. Le propos se situait vers la fin du livre, dans un sous-chapitre intitulé « Le "grand Marseille" ». Je le cite:

« Que le lecteur comprenne que la constitution du « grand Marseille », de cette *mégapolis* à l'américaine, étendue sur près de 100 km, est sans doute le phénomène le plus important pour l'avenir de cette ville »¹; et plus loin: « Même s'il existe de grandes différences d'une zone à une autre, il y a aujourd'hui, au niveau démographique et, comme on le verra par la suite, au niveau économique, un ensemble cohérent, si ce n'est

¹B.Morel, P. SanMarco, *Marseille, l'endroit du décor*, Aix-en-Provence, Edisud, 1985 p.123

homogène, autour de Marseille. Cet ensemble est constitué. Il est le résultat d'une évolution qui a secoué Marseille pendant trente ans. On ne peut plus ne pas en tenir compte »².

Ce qui est aussi frappant, dans ce livre de 1985, c'est une autre affirmation, très explicite, celle de son engagement en direction du politique et de la transmission (dans les deux sens) entre (selon ses mots) « un haut responsable de la gestion de la ville, député, et un universitaire ». Je ne résiste pas à le citer sur ce point qu'il reconnaissait délicat:

« Trop souvent, le monde de la gestion publique et du politique et celui de la recherche et de l'enseignement se côtoient en s'utilisant mutuellement sans qu'il y ait réellement volonté de considérer le réel de manière unifiante. Les uns voient dans les autres des "intellectuels" à la démarche idéaliste; ceux-ci voient en ceux-là des hommes de compromis, voire de compromission. Notre travail, parce qu'il s'est assigné un objectif de présentation publique d'une analyse argumentée de la réalité marseillaise, [...] obéit à une autre logique. Il est l'expression de multiples conversations et échange de notes, depuis que mutuellement nous avons pris au sérieux ce que chacun de nous faisait. Nos pairs respectifs y trouveront sans doute beaucoup à dire. L'un se verra reprocher d'avoir pris le temps de l'analyse et l'autre d'avoir cavalièrement réduit une histoire, une économie, une réalité sociale ou politique. Mais ces reproches, loin de nous décourager, nous stimulent !³ »

Son engagement vigoureux en faveur de la révélation de la réalité métropolitaine, dans ses richesses, ses ressources, ses potentialités, mais aussi ses dysfonctionnements, ses fragilités, ses faiblesses, se situe ensuite, tout au long de la décennie 90, dans son adhésion active au « mini-club » instigateur et animateur du grand *Club d'échanges et de réflexions sur l'Aire métropolitaine marseillaise*, ce groupe informel libre de parole et de méthodes [soutenu par la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale et le SGAR (Secrétariat général pour les affaires régionales)] ayant réuni régulièrement pendant dix ans, et en leur nom propre, une centaine d'agents et de personnes issues des services de l'État, des collectivités locales, d'organisations socio-professionnelles diverses, du monde universitaire, de la recherche, etc., visant à construire collectivement *une lecture et une analyse partagées* des états et des enjeux du fait métropolitain. Tous ses amis, au sein de ce « mini-Club » (E. Chouraqui, Ph. Langevin, J. Viard, J.-C. Juan, J. Bonnier, T. Fellmann, D. Picheral, Michel Lorne, D. Becquart, L. Gallas – ceux qui sont cités dans le premier livre paru en 1994, *La Métropole inachevée*...), tous aussi passionnés que lui par le sujet, témoignent aujourd'hui de l'implication forte de Bernard, du foisonnement de ses idées, de la force de ses analyses et de ses convictions, de l'efficacité de ses arguments.

Sur cette influence, justement, il faut se reporter à la deuxième publication du *Club AMM5* : celle des actes du colloque final qui eut lieu en avril 1999, intitulés *Aire métropolitaine marseillaise, encore un effort...* Dans son introduction, Ph. Langevin expliquait très clairement qu'une règle ferme du *Club* avait été de ne pas admettre en son sein de « *personne exerçant un mandat électif* » [« une règle liée à l'idée de non-représentativité de ses membres et à la volonté de ne

² Ibid. p.124-125

³ Idem p.9

⁴ Club d'échanges et de réflexions sur l'aire métropolitaine marseillaise, *La métropole inachevée*, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube, 1994

⁵ P.Langevin, E.Chouraqui (coord.) *Aire métropolitaine marseillaise, encore un effort*, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube, 2000, p.7

pas porter un discours uniforme, d'éviter l'autocensure, le conformisme, la polémique aux moments cruciaux de la vie politique »]. Autrement dit, pas de « politiques » dans le *Club* d'échanges et de réflexions. Mais il reconnaissait que ce choix de fonctionnement informel avait une importante « contrepartie », qui, je le cite: « fut une trop faible diffusion des idées à l'extérieur du dispositif et leur insuffisante prise en compte dans les décisions publiques ». Fort des « échanges fructueux » s'étant noués lors de ce colloque entre les « acteurs du développement métropolitain » et le « réseau du Club », et à l'heure des actes législatifs de 1999 instituant les EPCI, Etablissements publics de coopération intercommunale, (ainsi que la notion de *projet d'agglomération*), il était annoncé que le *Club* décidait d'arrêter son activité et passait le relais à l'action politique; je le cite: « l'aire métropolitaine marseillaise n'est plus une question technique: c'est pourquoi le Club a décidé de suspendre ses travaux. C'est de la volonté du politique que dépend maintenant l'avenir des métropolitains ! ». ⁶

Cette décision, compréhensible au bout de dix années de réunions mensuelles, l'était peut-être d'autant plus si l'on considère qu'elle intervenait au moment où Bernard Morel, membre du « mini-Club » particulièrement tendu vers l'action, prenait place, en 1998, à la direction de cabinet du nouveau président du Conseil régional, le socialiste Michel Vauzelle.

C'est aussi à la fin de cette décennie 90 qu'est publié, en 1999, son ouvrage majeur *Marseille, naissance d'une métropole*, lequel n'aura pu qu'accentuer le poids de sa position d'universitaire devenant l'un des plus proches conseillers au sommet d'un pouvoir politique fort.

Je ne détaillerai pas ici le contenu de ce livre à travers lequel, découvrant le chercheur Bernard Morel, j'ai dévoré le stylo à la main cette proposition d'un récit rétrospectif global, synoptique, à la fois descriptif et analytique, particulièrement agile et fluide, livrant les clés de compréhension des complexes mutations en cours de Marseille et de l'aire métropolitaine en formation. L'introduction du compte rendu de lecture paru en 2001 dans *L'Information géographique* est assez significative: « La région marseillaise est engagée dans un processus de métropolisation. Banal ! Ce mouvement associe une logique de déclin économique de la ville-centre et une logique d'intégration de l'"hors-Marseille" au processus de globalisation. Beaucoup plus intéressant ! » ⁷; Significative de quoi ? D'un grand talent dans la transmission; dans une écriture tout aussi efficace qu'à l'oral, où se lie indissociablement le *comprendre* et le *faire comprendre*; et où le fil de l'HISTOIRE apparaît comme le chemin le plus sûr pour éclairer le présent, autrement dit, où le présent ne peut se comprendre que comme l'actualité d'une histoire longue...; au risque, cependant, reconnu par lui-même dans son introduction, d'en schématiser parfois à l'excès les mouvements; dans ses remerciements adressés particulièrement à Marcel Roncayolo et Émile Témime pour leurs apports inestimables, il écrit ⁸: « Qu'ils trouvent ici l'expression de mon admiration et de ma gratitude et veuillent bien me pardonner mes raccourcis d'économiste ». Reste néanmoins gravée en nous cette lecture « morélienne » de l'histoire contemporaine de Marseille où le déclin du système industrialo-portuaire traditionnel est analysé

⁶idem

⁷M. Michel, sur B. Morel, «Marseille. Naissance d'une métropole», *L'information géographique*, volume 65, n°1, 2001. p. 93.

⁸B. Morel, *Marseille. Naissance d'une métropole*, Paris, Ed. l'Harmattan, 1999

comme celui d'un *district marshallien* particulièrement fragile, implosant au lendemain de la seconde guerre mondiale, en même temps qu'advient hors-Marseille une croissance économique stimulée d'abord par les lourds engagements de l'État (les « cinq actes fondateurs »), ensuite par la combinaison des énergies entrepreneuriales, des mouvements résidentiels et des facteurs attractifs spécifiques du Sud, structurant spontanément une nouvelle réalité urbaine en « plaques métropolitaines » qu'il est impérieux de « recoudre » économiquement, socialement, culturellement, et politiquement, bien sûr.

Qu'est-ce que Bernard a pu faire alors, du haut de sa position, pour la cause de la structuration métropolitaine ? Je ne saurais répondre à cette question que ses proches collaborateurs ici même, et plus tard la recherche historique par les archives, permettront d'éclairer. Il ne faut pas négliger ici que la Région avait à penser et à œuvrer à une échelle bien supérieure, à l'heure où, en fond de scène, les nouvelles intercommunalités avaient, elles, à se former.

Mais, au regard de cette question, le souvenir me revient de deux interventions de Bernard auxquelles j'avais pu assister⁹. J'étais frappé par la position particulièrement nuancée, pour ne pas dire compréhensive à l'égard des décideurs politiques qu'il affirmait, face aux tenants exaspérés d'une formation intercommunale unique à l'échelle métropolitaine (notamment face à son ami Ph. Langevin, qui avait intitulé son intervention « Marseille, capitale sans région d'une région sans capitale: réflexion sur la métropolisation de l'aire marseillaise en l'an 2000 »). Bernard invitait à bien distinguer le *réel* et l'*institutionnel*, que ceux-là voulaient confondre, ou plus exactement, conditionner l'un à l'autre: la *métropole réelle* en marche (mais désordonnée), ne pourrait optimiser ses forces que dans le cadre d'une *métropole institutionnelle*, condition sine qua non d'élaboration d'un indispensable, vaste et consensuel **projet métropolitain**. Bernard, lui, exhortait à agir immédiatement sur LES projets nécessaires à la métropole réelle (il insistait beaucoup sur le système déficient des transports), sans attendre cette situation institutionnelle idéale – et peut-être chimérique; en d'autres termes il invitait à ne pas tout attendre des politiques; selon mes notes d'alors, il disait: « Soyons pragmatiques, ne misons pas tout sur l'organisation institutionnelle, construisons d'abord la métropole réelle, et ensuite elle se formera d'elle-même », ou encore: « faisons, ensemble..., avançons sur les projets..., ne nous braquons pas sur le politique ! »; il allait même jusqu'à dire (en 2001, à l'IAR): « Vivons ! et l'on verra s'il faut créer une nouvelle échelle politique ! ».

Avec le recul, comment ne pas y voir un Bernard Morel habité par un principe de réalité et cherchant à nous le faire comprendre ? Ne nous disait-il pas, au fond, qu'il n'y avait à penser qu'une *métropole réelle*, dont l'une des réalités était précisément de ne pas être disposée à estomper ses multiples territorialités dans une union contre-nature ? Personnellement j'y voyais une position extrêmement stimulante pour recomposer une compréhension de l'ensemble métropolitain à partir de la diversité de ses territoires et de leurs profonds ancrages dans l'histoire, la géographie et les consciences, et pour concevoir sa structuration en termes de relations et de variations d'échelles, de projets et de gouvernances, là où le concept « datarien »

⁹ L'une en 2000 lors d'un colloque du Conseil Général intitulé « Marseille, face au(x) pouvoir(s) », l'autre en 2001 lors d'un séminaire de l'IAR (Institut d'aménagement régional) consacré à la question métropolitaine

d’*Aire métropolitaine* des années soixante – qui semblait encore hanter les esprits – ne concevait qu’**un** projet unique, sur **un** territoire unique, sous **une** gouvernance unique. Assurément une utopie... Bernard en avait-il acquis la conviction, et s’efforçait-il de nous convaincre d’agir plutôt que d’attendre ?

Pour finir ce propos en pointillés, deux petits repères encore, et une question. Les deux repères sont deux textes parus l’un en 2005, l’autre en 2007. Dans le premier, intitulé « Marseille, d’une économie à l’autre »¹⁰ (paru dans la revue *Faire savoirs* au sein d’un dossier intitulé *Le creuset marseillais* coordonné par André Donzel et Alain Moreau), il se penche non sans optimisme sur la résilience de Marseille et sur tous les facteurs participant de son renouveau, combinant dans une « alchimie complexe », autant ses dynamiques propres (par-delà l’opération Euroméditerranée initiée par l’État), en insistant en particulier sur ses initiatives et son essor culturel (qualifiant la Friche de la Belle de Mai de *technopole culturelle*), que celles de la vitalité et de l’attractivité économique et résidentielle des pôles métropolitains.

Dans l’autre texte¹¹, intitulé « Les fonctions métropolitaines de Marseille » [paru en 2007 dans un opus de la collection « Études » de la Documentation française consacré au thème *Marseille, une métropole entre Europe et Méditerranée*, sous la dir. de Ph. Langevin et JC Juan], il dresse un tableau très détaillé des différents « pôles et axes » qui composent et dynamisent l’ensemble métropolitain.

Dans ces deux textes, sa posture, qui paraît logiquement prolonger celle de 2000-2001, ne s’attache à observer et expliquer que les atouts de l’ensemble métropolitain, voyant Marseille s’y intégrer de plus en plus. Aucune allusion n’est faite à une nécessaire structuration politique de l’ensemble au-delà de l’échelle des EPCI.

Pourtant, le fait est que durant cette décennie 2000, la lenteur des pouvoirs politiques des territoires à s’engager plus avant et volontairement dans le sens d’une meilleure et nécessaire « coopération métropolitaine », continuait à exaspérer nombre d’observateurs et d’acteurs économiques, institutionnels, universitaires.

En septembre 2012, est prise par l’État, la décision d’imposer par la loi l’institution de la Métropole, envers et contre une levée quasi unanime des boucliers municipaux concernés (sauf Marseille). Je n’ai jamais pensé à poser la question à Bernard, et de ce fait elle reste pour moi sans réponse: il serait étonnant que Bernard ne se soit pas trouvé au préalable, d’une manière ou d’une autre, consulté sur cette décision pour le moins tranchante envisagée par un gouvernement socialiste. L’aurait-il même impulsée ? Le soutien et l’implication qui furent les siens auprès de la Mission Théry entre 2013 et 2016 [Mission interministérielle pour le projet métropolitain Aix-Marseille-Provence] laisserait penser en tout cas qu’il y fut très favorable. L’exaspération à l’égard de l’immobilisme des politiques l’aurait-elle finalement gagné – ce d’autant plus qu’à partir de 2008, il s’était mis lui-même, et avec ardeur, dans la peau d’un élu ?

¹⁰B. Morel, «Marseille d'une économie à l'autre», *Revue Faire Savoirs*, Ville et intégration: le creuset marseillais, n°5, décembre 2005, p.5-11

¹¹in J.C.Juan,P. Langevin (dir.) *Marseille, une métropole entre Europe et Méditerranée*, Paris, La Documentation française, 2007

Il me fut rapporté un jour que l'architecte Georges Meyer-Heine, urbaniste en chef de la région Sud-Est, théoricien de l'urbanisme et co-fondateur de l'Institut d'aménagement régional, disait que la réussite d'un plan ne tenait pas tant à sa réalisation qu'au fait de parvenir à ce que les décideurs politiques pensent en être les auteurs. Qu'aurait pensé Bernard, à l'aune de sa longue expérience, de cette conception pour le moins humaniste mais sans doute quelque peu idyllique, du rapport entre l'expert et le politique ? Faut-il finalement que l'expert devienne lui-même le politique ?

Bernard Morel et Marseille : fragmentations, connexions, centralités, engagements.

Pierre-Paul ZALIO,

Sociologue, professeur des universités, président de l'Établissement public Campus Condorcet

Je partage avec vous l'émotion à rendre hommage à Bernard Morel, à l'homme qui fut un ami cher, mais aussi au professeur et au chercheur qui a guidé mes premiers travaux. Tous ceux qui ont connu Bernard à Marseille, comme politique ou comme universitaire, soulignent que sa réflexion et ses analyses économiques sur Marseille — dont les traits perspicaces proposaient leur éclairage à l'action politique — s'enracinaient dans une compréhension intime de la cité phocéenne et de son histoire. On peut en résumer une des lignes de force ainsi: l'économie et la politique marseillaises des quarante dernières années du XX^e siècle se comprennent à la lumière d'une longue crise d'un district portuaire, industriel, ouvrier qui conduit la ville à se déconnecter partiellement des dynamiques territoriales qui l'environnent. Ou, pour le dire autrement, la crise de l'identité marseillaise, notamment après le long règne de Gaston Defferre, est le revers d'une reconfiguration de la relation que Marseille entretient avec ses arrière-pays (étang de Berre, pays aixois, Aubagne et La Ciotat). Cette crise résulte de la décolonisation mais Bernard Morel souligne, d'un texte l'autre, qu'elle fut longtemps mal perçue, car dissimulée par plusieurs mirages: le boum immobilier des années 1960 résultant, notamment, de l'arrivée massive des rapatriés d'Algérie, les volumes du trafic pétrolier à Fos (qui dissimulait la crise du port), et le mythe d'une tertiarisation donnant à Marseille un rôle directionnel métropolitain et régional¹. Affirmer, comme il le faisait régulièrement, que la situation de la ville était le revers d'un redéploiement de son dispositif territorial, c'était porter attention à l'articulation entre les contraintes de la topographie (Marseille séparée de son arrière-pays provençal par plusieurs reliefs), la morphologie sociale (Marseille ouvrière et populaire), le temps long des politiques d'aménagement (Marseille divisée entre Nord et Sud) mais aussi la géographie politique de la région marseillaise. Dès lors, l'étude économique de la ville est indissociable de celle de sa géographie et de son histoire: c'est l'organisation progressive de la ville autour du port, son développement et celui des activités et des emplois dans la ville, son rapport à son hinterland, sa difficile métropolisation, son insertion dans les grands réseaux commerciaux, qui constituent les clés pour déchiffrer cette ville mosaïque. Bernard Morel était un économiste qui lisait et mobilisait réellement toutes les sciences sociales.

Au début des années 1990, au bénéfice d'une allocation doctorale à l'EHESS, au Centre de la Vieille-Charité à Marseille, je suis adressé à Bernard Morel, par le sociologue Jean-Claude Chamboredon qui dirigera ma thèse². Mes intérêts de recherche ne sont pas encore précis, mais je m'intéresse à la sociologie urbaine et vois en Marseille un terrain sociologique prometteur. Sociologue de la socialisation, Chamboredon incite alors ses étudiants à porter, dans chacune de leurs enquêtes empiriques, un regard réflexif et critique sur le structuralisme de la sociologie

¹ Bernard Morel, Philippe Sanmarco, *Marseille l'endroit du décor*, Aix-en-Provence, Edisud, 1983.

² Pierre-Paul Zalio, *Grandes familles de Marseille au XX^e siècle*, Paris, Belin, 1999.

des cultures de classe alors personnifiée par Bourdieu³ et la perspective de travailler sur les classes supérieures locales se dessine. Bernard me reçut avec simplicité et générosité, non sans sourire de mes naïvetés de jeune normalien arrivant de Paris. Je voulais travailler à et sur Marseille; Bernard me dit qu'il me fallait d'abord comprendre cette ville singulière. Je me souviens très bien de cette première discussion où il me donna mes premiers éléments de bibliographie, me recommandant en particulier d'éclairer mes premières promenades dans la ville par quelques lectures qui s'avèrent essentielles, évidemment celle de Marcel Roncayolo, et en particulier son texte de 1963 sur Marseille⁴. Étudiant en sociologie, jeune lecteur de Maurice Halbwachs, je voulais regarder Marseille à la lumière de Chicago. Mais avais-je compris, me demanda Bernard, que Marseille, entre autres singularités, se distinguait par une double centralité urbaine ? Avais-je compris, en marchant rue Sainte ou cours Pierre Puget, que l'agrandissement de la ville au Sud à la fin du XVII^e siècle initiait une tectonique d'écartement entre le port et la ville que le grand percement de la rue de la République au XIX^e siècle ne parviendrait pas à contrecarrer. Avais-je compris que de cet écartement Nord-Sud la Canebière était le thalweg social ?⁵ Il m'incita à bien comprendre comment l'extension sous le Second Empire du port au nord de la rade, s'inscrivit dans cette double centralité, populaire et bourgeoise. Une autre de ses recommandations de lecture fut celle des travaux, pourtant déjà anciens, du sociologue et prêtre ouvrier Jacques Loew, sur les dockers⁶. Je voulais m'intéresser aux interactions entre les groupes sociaux et les formes de la ville, et Bernard, par cette lecture, m'amena à une discussion sur les différents liens entre les dynamiques urbaines (inégalités spatiales entre ville moderne, quartiers résidentiels et habitat insalubre), les dynamiques économiques (morphologie du marché professionnel instable des dockers avant l'adoption du statut, monde du négoce), les logiques politiques (l'action de la démocratie chrétienne face au parti communiste et à la CGT dans le contexte portuaire et ouvrier) et les catégories de description du social (ethnographie et monographie de quartier, statistiques d'emplois)⁷.

Plus que toute chose sans doute, la politique passionnait Bernard. Quand on parlait politique avec lui, ses yeux pétillaient et il aimait éclairer de savoureuses anecdotes (qu'il racontait dans de grands éclats de rire) à la lumière de l'histoire longue de la politique marseillaise. Parce que j'envisageais de travailler sur la bourgeoisie marseillaise, il m'adressa, avec une recommandation amicale, à Pierre Rastoin, banquier et homme politique marseillais. Pierre Rastoin personnifiait l'alliance politique nouée par son propre père entre une partie de la bourgeoisie marseillaise dont il était lui-même issu et Gaston Defferre. Ce *deal* politique fondait un partage de la ville : à la bourgeoisie négociante le fonctionnement de l'économie portuaire (avec comme centre de pouvoir la Chambre de Commerce), à la SFIO de gérer politiquement de la ville. Au croisement des deux, la rente qu'assurait le port d'une part et la mobilisation du foncier des grandes familles pour construire les logements rendus nécessaires par l'arrivée

³ Jean-Claude Chamboredon, « La sociologie comme théorie des cultures de classe », *Revue européenne des sciences sociales* XXXIV (103), 1996, pp. 109-117.

⁴ Marcel Roncayolo, *Les grandes villes françaises : Marseille*, Paris, La Documentation Française, 1230, 1963.

⁵ L'étude de ce temps long des logiques urbaines et des vanités de certains aménagements volontaristes est un grand résultat des travaux de Roncayolo.

⁶ Jacques Loew, *Les dockers de Marseille. Analyse type d'un complexe social*, L'Arbresle, Économie et Humanisme, 1944.

⁷ Sur le lien entre système d'emploi et logiques urbaines, voir Thierry Fellmann et Bernard Morel, « Les systèmes d'emploi dans la métropole marseillaise », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°76, 1997, pp. 61-67.

massive des rapatriés d'Algérie et des immigrés d'Afrique d'autre part. C'est là l'histoire de la transformation des anciens domaines bastidaires en cités des quartiers Nord.

Cette rencontre avec Pierre Rastoin, que je dois entièrement à Bernard Morel, fut le vrai point de départ de ma recherche doctorale sur les grandes familles de Marseille. Pierre Rastoin, chrétien et humaniste sincère, m'ouvrit en effet, via son oncle Edouard Rastoin, l'accès aux archives de sa famille. Bernard, qui suivit ce travail jusqu'à sa soutenance, m'apporta son soutien de bien des manières. Il me sensibilisa au rôle joué par les grandes familles du négoce industrialo-portuaire dans le fonctionnement même de la ville et m'incita à lire, en pensant à Marseille, la théorie marshallienne du district industriel. La thèse que je défendis alors, à partir de l'étude d'un corpus d'archives familiales, était que l'ensemble des mécanismes sociaux de structuration du monde social des « grandes familles marseillaises » (entre soi, endogamie, stratégies résidentielles, etc.) étaient indissociables du fonctionnement d'un district de petites entreprises engagées dans une concurrence très spéculative sur le marché des matières premières coloniales (notamment les graines oléagineuses des huileries et savonneries). Dans un contexte de perte relative d'un avantage de position géographique —la baisse du coût du fret maritime favorisant les ports industriels du Nord de l'Europe et défavorisant Marseille mal connecté à son arrière-pays—, la tenue d'un marché de matières premières à la Bourse de Marseille assure, entre 1860 et 1940, la prospérité des industries de la ville et cette maîtrise s'appuie sur les mécanismes d'une formation sociale faite d'interactions entre des familles bourgeoises.

Les travaux comme les engagements publics de Bernard Morel s'inscrivent dans un contexte singulier. Marseille connaît à partir des années 1960 des bouleversements économiques et démographiques sans précédents qui s'accompagnent de profondes transformations sociales. La disparition progressive des industries négociantes traditionnelles dans les années 1960-1970 (huiles et savons, réparation navale, tuiles et briques) redistribue les cartes du pouvoir. Les vieilles lignées du négoce sont progressivement remplacées par les dirigeants de nouvelles entreprises qui composent aujourd'hui le tissu économique de l'aire métropolitaine marseillaise, avec des secteurs aussi divers que la pétrochimie, la micro-électronique, l'agroalimentaire, les services, etc. L'émergence de nouveaux dirigeants salariés et patrons des PME, caractéristique de l'évolution de l'ensemble des milieux patronaux régionaux français, est accentuée à Marseille par une fragmentation de l'espace économique métropolitain à partir des années 1970 entre un centre paupérisé et désindustrialisé (Marseille) et des pôles en croissance (Fos-Berre, Aix-Les Milles et vallée de l'Arc, Aubagne-La Ciotat) mais assez déconnectés les uns des autres. Avoir restitué la dynamique d'ensemble de ces phénomènes de fragmentation est, il me semble, une des grandes contributions de Bernard Morel à la compréhension de cette ville, de son aire métropolitaine et de sa région⁸.

La multipolarisation métropolitaine qui résulte de ces transformations voit émerger, dans ces différents espaces, des mondes sociaux relativement hétérogènes. Les pratiques tant sociales (choix résidentiels, stratégies scolaires, mobilité domicile-travail, etc.) qu'économiques (types d'emplois et de marché du travail) ou politiques (montée du Front National), traduisent la réalité d'une très vaste aire métropolitaine dont les différentes composantes sont certes reliées par un vaste système autoroutier (Bernard insistait beaucoup sur son importance pour comprendre la

⁸ Bernard Morel, *Marseille. Naissance d'une Métropole*, Paris, L'Harmattan, 1999.

bonne échelle de la ville), sur un modèle qu'on pourrait dire californien (unique en France de ce point de vue), mais qui peine à trouver sa cohérence, notamment politique (ce fut l'enjeu problématique de la Métropole). Comme le notait Marcel Roncayolo à propos de Fos-sur-Mer à l'ouest de Marseille : « Le décalage géographique est le signe d'autres discontinuités avec le passé et le local, discontinuités qui tiennent à la nature des activités et des marchés, à la structure des entreprises et souvent même à la hiérarchie et à la qualification des emplois »⁹. L'économiste et le géographe partageaient cette conviction que l'espace physique est à la fois une figure du temps et le support topographique des inégalités sociales.

Après ma thèse, j'ai continué à discuter avec Bernard au fil d'une amitié qui n'a cessé de s'approfondir. Ainsi, à l'occasion d'une recherche que j'ai effectuée au Havre, nos échanges l'ont ramené vers un terrain normand qu'il affectionnait et connaissait bien. Les deux ports ont d'ailleurs dû faire face aux mêmes difficultés (crise des économies portuaires) et fait l'objet de politiques volontaristes semblables, dans les années 1960 avec les zones industrialo-portuaires, puis dans les années 2000 avec des projets de requalifications urbaines des zones portuaires. Si, à Marseille, la planification de la ZIP de Fos-sur-Mer prolonge le schéma de développement déjà mis en œuvre au XIX^e siècle — la dispersion à l'Ouest puis sur l'ensemble de son hinterland —, au Havre, les enjeux se déploient, du fait du dispositif géographique de l'estuaire, dans un espace industrialo-portuaire qui, en dépit de son surdimensionnement initial, va tendre à se réduire au fil du temps. Au Havre, le modèle de développement économique commande une division fonctionnelle de l'espace : la zone industrialo-portuaire dans la plaine alluviale de la Seine, la fonction résidentielle sur les plateaux. À Marseille, comme au Havre, se posaient les mêmes questions de redéfinition des frontières spatiales, de construction de nouveaux territoires politiques (métropolisation d'un côté, réunion en une région unique de l'autre) et de redéfinition des périmètres fonctionnels des espaces (ZIP, périmètres industriels, port, zone urbaine, réserve naturelle).

En parallèle d'une carrière académique exemplaire, la vie de Bernard fut celle d'un homme constamment et loyalement engagé à gauche: militant, conseiller de politiques, puis élu lui-même à la Région et à la métropole, et enfin président de l'établissement public Euroméditerranée. Son avis comptait. Loin de constituer un pas de côté ou un renoncement par rapport à sa vie de chercheur et d'intellectuel, ces engagements les prolongeaient. Sa réflexion scientifique sur la ville nourrissait ses convictions, alors même que ses engagements ont pu le conduire, paradoxalement, à servir des projets dont il avait parfois critiqué les orientations ou la méthode. Ce fut probablement le cas d'Euroméditerranée, projet de réaménagement d'un vaste périmètre urbain lancé en 1995 et visant à attirer sur un quartier dégradé, en lisière du port et du centre-ville, de nouveaux habitants et des entreprises du secteur tertiaire. L'idée même d'une reconversion tertiaire de l'économie portuaire marseillaise n'était pas nouvelle ; elle réactivait le projet d'un Centre directionnel tertiaire porté au milieu des années 1960 par la chambre de commerce et lié à l'attente des retombées de Fos. Elle s'apparentait aussi à une opération de requalification et de gentrification d'un vieux *waterfront* industriel, ouvrier, populaire, comme on a pu l'observer, par exemple, à Boston ou à Gênes. Or Bernard Morel était convaincu que Marseille ne devait pas tourner le dos à son identité industrielle et ouvrière. En outre, dans ses premières années, l'opération se présenta comme une intervention *top-down*

⁹ Marcel Roncayolo, *Les grammaires d'une ville. Essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*, Paris, EHESS, 1996.

de l'État sur le territoire (la ville en connaît une autre aujourd'hui). L'établissement public agit seul et sans stratégie claire. Dans ces années-là, Bernard ne ménage pourtant pas ses efforts pour contribuer depuis la DATAR, avec quelques autres, à un schéma visant à penser la place de Marseille au sein de « l'Arc latin ». Les difficultés que connut cette vaste opération pour démarrer s'illustra, à propos des délimitations respectives du domaine maritime et du projet urbain, par la querelle entre deux ingénieurs de l'État. Encore un conflit de définition des espaces... et qui traduisait une incertitude sur le rôle et l'avenir de l'activité portuaire dans le projet : soit un rôle central, avec le développement d'activités logistiques, soit un rôle périphérique, le port n'étant alors traité que comme un front de mer décoratif et un arrière-plan à aménager¹⁰. Le projet Euroméditerranée a finalement vu le jour, au prix de concertations, d'évolutions du projet, au prix aussi d'investissement massifs et aussi d'une implication plus marquée des acteurs économiques à la fois marseillais et nationaux. Le vieux conflit entre ceux qui souhaitent construire un projet au service du port et ceux qui souhaitent une déconnexion des espaces urbains et portuaires est clairement tranché au profit des seconds. Bernard en servant ce projet y a apporté sa connaissance des enjeux de ce choix d'une grande portée historique ainsi que sa volonté infatigable de faire travailler ensemble, dans le respect mutuel, des acteurs aux histoires et aux horizons d'action différents. D'autres sont mieux placés que moi pour parler du rôle de Bernard, peut-être tout aussi paradoxal, dans le processus complexe (et sans doute un peu forcé) de mise en place de la vaste métropole Marseille-Provence, réponse politique problématique à un enjeu (la reconnexion des espaces) auquel il n'avait cessé de s'intéresser.

*

Pourrait-on dire que, pour Bernard Morel, étudier une ville et s'engager dans la vie publique pour reconnecter les personnes et les espaces, c'était bien une seule et même démarche? Contrastant avec le temps long de l'histoire urbaine, l'engagement politique dans les contextes de projets parfois controversés — la technopole de l'Arbois, la reconversion du môle J4, l'opération Euroméditerranée, le Port Autonome et surtout la Région et la Métropole, etc. — l'a confronté à la décision, à l'événement singulier et aux enjeux dérisoires de la politique politicienne. L'action ne contredit pas forcément l'analyse des tendances de longue période, mais elle constitue certainement une épreuve où le scientifique devenu acteur engagé doit mobiliser son savoir pour jouer des lignes de forces et des incertitudes qui entravent les bonnes prises de décisions, afin d'agir et de prendre ce qui lui semble les meilleures décisions possibles. En ce sens, il me semble que Bernard Morel nous a proposé, sans jamais se départir de son ouverture d'esprit — ni de son sens de l'humour ! —, une figure de l'intellectuel engagé, alternative à celles de l'expertise en chambre ou de l'académisme d'indignation. Son engagement politique ne fut pas renoncement à un idéal ou à une vocation de chercheur, mais son prolongement. Dans le contexte marseillais, cette action politique m'a semblé passer par un travail de renégociation des représentations des usages de l'espace métropolitain. Les projets politiques, en proposant (non sans mal) de nouvelles perspectives, en décidant d'infrastructures,

¹⁰ Pierre Fournier, Sylvie Mazzella, *Marseille, entre ville et ports. Les destins de la rue de la République*, Paris, La Découverte, 2004; Pierre-Paul Zalio, « The Mobilisation of Local Resources for an urban economic project in the European context » dans Robert Salais and Robert Villeneuve (eds.), *Europe and the politics of capabilities*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 91-108.

en réaffectant des ressources ou des espaces, peuvent conduire, avec plus ou moins de succès, à des modifications utiles, à une répartition plus juste des espaces et à une transformation dans la manière dont les sujets sociaux se représentent leurs libertés possibles. Rapprocher les citoyens de la politique c'est peut-être les conduire à reconnaître que les ressources que celle-ci peut activer – qu'il s'agisse d'opportunités ou de moyens – pourront avoir du sens pour le cours de leur vie si elles se combinent avec celles qui constituent d'ores et déjà les appuis de leurs activités. Pourrait-on dire que ce fut cela, pour un homme de gauche comme Bernard, accomplir une vocation d'intellectuel et de politique ? En écrivant cette interrogation qui restera sans réponse, je mesure combien il nous manque.

**SÉQUENCE 3 | RÉGION,
POLITIQUE RÉGIONALE ET VIE
PUBLIQUE**

Bernard MOREL: de la recherche à l'action politique

« Le sens de la Région: faire de la politique à partir de la prospective, du projet, des territoires et d'une éthique »

Thierry Fellmann, ancien administrateur territorial à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

INTRODUCTION: UN CHEMIN DE FRATERNITÉ

Je commencerai mon propos par une introduction personnelle que j'ai intitulée : un chemin de fraternité. J'ai rencontré Bernard pour la première fois, il y a maintenant plus de quarante ans. Je venais de terminer une thèse laborieuse et je me demandais ce que je pouvais en faire. Cette première rencontre m'a tout simplement fait du bien, Bernard accueillant ce travail comme une occasion de dialogue prospectif, avec sa capacité à saisir avec enthousiasme et joie, ce qui pouvait nourrir une réflexion partagée. Quelques années après, Bernard m'a proposé de répondre avec lui à un appel d'offres du Plan Urbain, émanation du Ministère de l'Équipement, sur la métropolisation marseillaise. C'est ainsi que s'est engagée une collaboration au long cours avec Bernard entre recherche et travail de terrain, à la fois sur l'aire métropolitaine marseillaise, avec le relais du Club du même nom, mais aussi sur le quartier des Minguettes (à Lyon) et son projet « Démocratie » de requalification urbaine et enfin autour de la prospective avec les travaux menés avec Jean-Louis Guigou et la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). Ce fut pour moi une expérience de réflexions partagées, de projets mais aussi, et surtout, un chemin de fraternité professionnelle et amicale (ce troisième volet de la devise républicaine si souvent oublié et bafoué). Nos rendez-vous à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales) au dernier étage de la Vieille Charité à Marseille étaient toujours pour moi un moment d'échanges fructueux. Aussi, quand Bernard m'a proposé de le rejoindre au Cabinet du Président de Région, juste après l'élection de Michel Vauzelle en 1998, je n'ai pas hésité. C'était la continuation de ce que nous avons partagé depuis plusieurs années. Et je reste profondément reconnaissant à Bernard de m'avoir permis de vivre cette expérience si enrichissante de dix-huit années à la Région.

1. LE PROJET RÉGIONAL AU CŒUR D'UNE ARTICULATION RECHERCHE-ACTION POLITIQUE

Bernard avait réuni autour de Michel Vauzelle une petite équipe qui avait produit le projet régional de 1998 d'union de la gauche avec le symbole de l'olivier, emblématique d'une vision politique de solidarité, d'aménagement du territoire, de développement, d'ouverture sur la Méditerranée et l'international. Ce projet initial a été vraiment l'ADN de l'action régionale des trois mandatures de Michel Vauzelle. Bernard n'a cessé de faire des allers-retours entre ses analyses en tant que chercheur et son action en tant que responsable politique à la Région. Sa compréhension des enjeux économiques, sociaux, institutionnels et politiques l'a conduit à

impulser, piloter des démarches d'action politique en cohérence avec ses convictions de chercheur. « *Faire de la politique à partir de la diversité des territoires, des personnes* »¹, mais aussi à partir d'une réflexion prospective bien étayée par ses recherches et ses travaux avec la DATAR.

Ce projet régional trouvait ses fondements dans une vision affirmée du « *pouvoir régional comme force d'opposition* »² à la mondialisation et aux politiques libérales. C'est certainement dans ce domaine que sa pensée de chercheur en économie et en aménagement du territoire s'est déployée le plus largement. Bernard s'opposait ainsi à une vision qu'il qualifiait « *d'utilitaire* »³ de la régionalisation et des transferts de compétences. Il revendiquait l'émergence d'un véritable contre-pouvoir régional. C'est certainement dans les années post 21 avril 2002 que cette vision politique s'est affirmée avec une participation active des organisations syndicales à des consultations menées par la Région. Ainsi pour Bernard « *la régionalisation s'inscrivait comme une ambition plus grande (qu'un simple échelon administratif de plus), celle de redonner sens à un projet collectif* »... Il considérait qu'« *elle était une des bases institutionnelles sur laquelle la démocratie doit se refonder* ». Belle ambition toujours d'actualité sous des formes à réinventer!

1. VISION PROSPECTIVE ET DIALOGUE

Bernard a placé le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement des Territoires comme la pierre angulaire de la déclinaison stratégique de sa vision politique. C'est un ouvrage que Bernard n'a eu de cesse de remettre sur le métier pour actualiser les enjeux, mobiliser les acteurs, associer les territoires et avancer vers une vision partagée qui s'impose plus par la conviction que par les réelles possibilités juridiques d'intervention. Ce travail d'élaboration a toujours été à l'articulation à la fois d'une vision prospective des enjeux économiques, sociaux, institutionnels et politiques, du dialogue avec les acteurs et les territoires, mais aussi des contraintes de réalisation techniques, juridiques d'un tel document cadre. Cette capacité à mettre en musique ces partitions différentes, à orchestrer le rôle des uns et des autres tant dans les sphères politiques, institutionnelles, administratives et techniques, mais aussi sa capacité à dialoguer librement avec les uns et les autres, à tracer un chemin original et performant d'action politique. Je voudrais évoquer le souvenir du lancement un peu fou du Schéma régional au printemps 1999 avec une équipe "commando" du Cabinet, sans les services régionaux encore résistants au renouvellement, avec une tournée de forums régionaux dans les six départements. C'est, je crois, à ce moment-là que la conviction que l'identité régionale avait un sens s'est révélée et concrétisée par la création du drapeau de la Région. Le projet politique pouvait s'incarner !

¹Bernard MOREL «Le pouvoir régional: un contre-pouvoir?»- TELEMME Journées d'étude MMSH- Mai 2004

²Ibid

³Ibid

2. ROLE CLÉ DES TERRITOIRES

Il est parfois reproché aux chercheurs d'avoir une vision globalisante dans laquelle les acteurs de terrain ont des difficultés à trouver leur chemin d'expression. Ce n'était pas le cas avec Bernard. Ses travaux de recherche sur la métropolisation, sa mission d'animateur prospectif régional pour la DATAR, son intérêt pour les questions d'aménagement et de développement des territoires l'ont conduit, dès le projet pour les élections de 1998, à donner une place clé aux territoires dans le projet régional. C'est ainsi que la Région s'est engagée, dès 1998, dans une démarche ambitieuse de Pactes territoriaux pour l'emploi, véritable innovation d'action publique fortement influencée par ses travaux sur les systèmes d'emploi. Ce furent ensuite les projets de pays et d'agglomération avec leurs conseils de développement, sorte de CESER 1 (Conseil économique, social et environnemental régional) locaux.

3. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Passer des territoires à l'enseignement supérieur et la recherche se situe dans cette même logique de vision prospective, de dialogue et d'action. Bernard, ainsi, pendant toutes ses années à la Région, s'est fortement investi dans les politiques régionales en faveur de la recherche et de l'enseignement supérieur. J'ai le souvenir de nombreuses réunions en petit comité avec Bernard et les trois présidents d'université d'Aix-Marseille pour avancer vers une Université unique. Que d'énergie Bernard a dépensé pour que ce projet majeur devienne possible ! Avec le schéma régional d'enseignement supérieur et de la recherche, les appels à projets pour la recherche, Bernard a été clairement un acteur politique actif en faveur de cet écosystème.

4. UN PROJET ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

L'action politique opérationnelle de Bernard à la Région a certainement pris toute sa mesure quand Michel Vauzelle lui a confié la vice-présidence à l'économie, à l'innovation et à l'emploi en plus des responsabilités qu'il exerçait déjà pour l'enseignement supérieur et la recherche. Toujours la même méthode : une vision prospective et un dialogue avec les acteurs, avec le Schéma régional au développement économique, à l'innovation et à l'international, une approche territoriale de l'économie (clusters, écosystèmes de l'innovation et de l'international...), avec également le développement de nouveaux domaines opérationnels comme l'économie sociale et solidaire, la responsabilité sociétale des entreprises, mais aussi le montage de dispositifs novateurs dans le financement d'entreprises et avec la création de l'Agence Régionale de l'Innovation et de l'internationalisation, dite ARII et devenue par la suite «Rising Sud». Bernard a ainsi réussi à poser les bases d'une action économique en cohérence avec sa vision prospective de chercheur et totalement opérationnelle, puisque sept ans après, ces fondamentaux demeurent actifs.

5. UNE ÉTHIQUE PUBLIQUE ET RELATIONNELLE

Bernard était totalement imprégné dans son action politique de l'exigence de l'intérêt général. Mais il notait dès 2004 que « *le proche, le personnel prenait plus d'importance que l'intérêt général abstrait...* » Et que « *nous étions entrés dans une période où l'intérêt général devait être pensé à partir de ce qui touche les gens et non comme auparavant, comme un projet contre*

l'intérêt local »⁴. En cela, il s'opposait à la vision classique de l'État jacobin et considérait que « *la Région pouvait être pensée comme un bien public qui ne soit pas simplement un bien d'État... et que l'action politique ne peut être que le fruit contradictoire de compromis entre plusieurs références générales qui tout en maintenant ouverte la situation de délibération politique, fait des choix politiques en privilégiant tel ou tel principe de justice* »⁵. Toute l'action politique de Bernard s'éclaire avec ces quelques lignes.

Cette éthique publique s'accompagnait d'une éthique relationnelle très profondément ancrée en lui et tous ceux qui l'ont connu peuvent témoigner comment la rencontre avec Bernard était source de débats, de réflexions, de projets et tout simplement de joie d'un bon moment passé avec un ami.

Beaucoup se sont perdus dans l'action politique, cela n'a pas été le cas de Bernard. S'il a pu aussi facilement passer de la recherche à l'action politique, ce n'est pas tant en raison de ses connaissances, de ses compétences, de ses savoir-faire qu'il était capable de mobiliser, que d'abord parce qu'il est resté fidèle à une éthique publique et relationnelle qui l'habitait depuis toujours.

⁴Ibid

⁵Ibid

**SÉQUENCE 4 | ANCRER LE
SAVOIR, LIEUX DE SAVOIRS ET DE
TRANSMISSION**

Fédérer les formations et la recherche pour servir le territoire

Jérôme DUBOIS

Professeur des Universités, Institut d'urbanisme et d'aménagement régional (IAUR), directeur du Laboratoire interdisciplinaire Environnement Urbanisme (LIEU UR 889). Aix-Marseille-Université.

Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui pour cet hommage. Tout d'abord, parce qu'avec Bernard nous étions amis et nous partagions beaucoup d'idées. Mais aussi, et surtout, parler de Bernard, c'est parler de nous, de notre monde universitaire, de nos disciplines, de notre façon d'exercer notre métier et de notre conception de l'avenir des étudiants.

Je vois deux fils directeurs dans les actions de Bernard, deux fils liés : Le territoire et l'action collective.

Le territoire, c'est rassembler l'ensemble des disciplines qui analysent les mutations socio spatiales - études urbaines, économie spatiale, sociologie ou géographie dans une définition large, mais aussi les disciplines du projet, celles qui se confrontent à la commande publique ou privée. Cette double volonté de comprendre les recompositions territoriales (ses travaux sur l'économie régionale), mais également d'agir dessus était omniprésente chez Bernard. Son rôle auprès de la majorité de M. Vauzelle à la Région en témoigne.

L'histoire de Bernard Morel c'est celle de la rencontre entre un universitaire et un homme de réseau qui va mettre ses relations à profit pour faire évoluer l'offre de formation, et plus globalement la place de l'enseignement et de la recherche sur notre territoire: C'est l'histoire d'une friction entre deux mondes qui traditionnellement s'ignoraient, même si c'est moins vrai aujourd'hui.

Bernard Morel était finalement doublement précurseur, du fait de sa volonté de promouvoir des formations pluridisciplinaires, bien sûr, mais aussi dans cette vision que l'enseignement et la recherche doivent être au service et insérés dans leurs territoires, sans avoir peur de se compromettre au contact de l'action, du politique, des financeurs...

Un penchant pour l'action, un pied à l'université, un autre dans l'action publique. Bernard Morel était clivant parfois: c'était un homme politique plein de projets venu secouer le monde universitaire, pour partie frileux et bien installé dans son prés carré. Ce que je vais raconter ne s'est pas fait sans heurt, et certains combats résonnent encore aujourd'hui. Certains de ses collègues en géographie en témoignent : *« Des décisions qui sont prises à des échelons supérieurs font peur à la communauté qui peut s'estimer dépossédée de ses prérogatives, il y a aussi une différence de perception du métier : pari intellectuel un peu spéculatif, devenir acteur du territoire au risque de prendre des coups »*¹. À ce sujet dans mon intervention je ne citerai nommément personne, mais merci à celles et ceux qui ont accepté de témoigner, et qui se reconnaîtront.

¹Source :un enseignant du parcours

Fédérer les formations et la recherche pour servir le territoire

Economiste attentif aux dynamiques du territoire provençal et homme d'action, Bernard Morel a été précurseur dans le rapprochement des différentes formations des Universités d'Aix-Marseille. Dès la fin des années 1990, il a su tisser des liens entre les disciplines (géographes, urbanistes, aménageurs, architectes, paysagistes, économistes) parties prenantes du projet urbain et de la compréhension des territoires.

1 - C'est ainsi qu'il a été un des artisans d'un premier master interdisciplinaire intitulé « **Villes et Territoires** » institué dès 2004. Il tenait à la « *création d'un diplôme homogène dans sa composition et diversifié par ses spécialités* ».

Pour ce faire il ne part pas de rien. Dès 1993 l'École nationale supérieure de Paysage (ENSP) Versailles-Marseille et les universités d'Aix-Marseille (fondatrices en 2012 d'Aix-Marseille Université) collaborent étroitement dans le cadre d'une formation universitaire de niveau bac +4/5 (master dans la nomenclature actuelle), abordant la question du paysage aux échelles de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. C'est le diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) **Paysage et aménagement en régions méditerranéennes (PARME)**. La formation est alors conçue et portée par l'Institut de géographie de l'Université de Provence et l'ENSP-Versailles, en lien avec la Fédération française du paysage (FFP) et l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille (ENSAM). Cohabitée par ces deux premières structures en 1994, elle est dirigée par des géographes et des paysagistes unis par leur volonté d'insuffler une pensée paysagère dans l'aménagement du territoire².

Citons également le DESS **Architecture, ville et projet urbain** créé en 2000, un DESS porté à la fois par les architectes, les géographes et l'Institut d'Urbanisme dans lequel des enseignants de ces trois maisons croisaient leurs services.

Ces différentes tentatives se retrouvent donc rassemblées dans un seul master en 2004: **Villes et territoires**, initialement porté par un représentant de l'institut d'urbanisme et d'aménagement régional IAUR, Université Aix-Marseille III, Paul Cézanne, UIII) et de la géographie (Aix-Marseille I) rapidement rejoint par un représentant de l'économie, car il fallait aussi qu'Aix-Marseille II soit présente, afin que les trois universités collaborent.

Citons sa plaquette de présentation : *Mis en place en 2004, le Master « Villes et Territoires » est un Master interdisciplinaire (dominantes : aménagement de l'espace, urbanisme ; autres disciplines : géographie, sociologie, économie, architecture) et inter-universitaire qui permet de regrouper les formations dans le champ des études urbaines et de l'aménagement des territoires dispensées à l'Institut d'Aménagement Régional (Université Aix-Marseille III), à l'Université de Provence (UFR de Géographie et DENTES), à l'Université de la Méditerranée (UFR des sciences économiques), à l'antenne régionale de l'Ecole Nationale du paysage (Versailles) et en collaboration avec l'École Nationale d'Architecture de Marseille-Luminy (ENAML).*

² René Girard, Benoît Romeyeran et Christian Tamisier, "Former au paysagisme d'aménagement: du DESS PARME au parcours de master PPAU, trois décennies de collaboration entre Aix-Marseille université et l'École nationale supérieure de paysage Versailles-Marseille", *Projets de paysage* [Online], Hors-série 2022, Online since 5 July 2022, connection on 12 February 2023. URL: <http://journals.openedition.org/paysage/27915;DOI> : <https://doi.org/10.4000/paysage.27915>

Avec six spécialités le programme était séduisant, reflet de la diversité des offres de formations des trois universités de l'époque.

Le Master « Villes et Territoires » rassemble 6 spécialités : Spécialité n° 1 (Recherche) « Espace, société, ville »,

Copilotage : Université de Provence, Aix-Marseille 1 (responsable Brigitte Bertoncello) ; Université Paul Cézanne Aix-Marseille 3, Institut d'Aménagement Régional (responsable Daniel Pinson)

La spécialité recherche, en prenant appui sur les travaux des différents laboratoires de recherche (voir les programmes de recherche de l'École et des équipes nommées page 4), ouvrent les étudiants aux problématiques de recherche relatives aux villes et aux territoires et les préparent à la réalisation d'une thèse de doctorat dans le cadre de l'École doctorale.

Spécialité n° 2 (Professionnelle) « Paysage et aménagement en régions méditerranéennes », PARME, que se trouve reconduit mais inséré dans le nouveau master.

Copilotage : Université de Provence, Ecole Nationale Supérieure du Paysage de Versailles (Responsable : René Girard, Université de Provence)

L'objectif est donner une culture et des savoir-faire communs sur les questions posées par l'évolution des paysages urbains, agraires et naturels à des géographes et urbanistes, architectes, gestionnaires territoriaux ou ingénieurs. Il s'appuie sur une pratique du projet. Ce parcours assure une diversification des filières à partir des formations existantes. Il constitue une des composantes du pôle méditerranéen du paysage.

Spécialité n° 3 (Professionnelle) « Connaissance et gestion des terroirs », COGEST

Copilotage : Université de Provence, Université de Franche-Comté et Université du Vin de Suze-la-Rousse (responsable : Claudine Durbiano, Université de Provence)

L'objectif est de former des professionnels tournés vers le développement local des terroirs et l'équilibre entre les villes et les territoires qui les entourent. Il s'agit de prendre en compte les nouvelles orientations françaises et européennes en matière agricole. Une connaissance globale et rigoureuse du concept de terroir est nécessaire de même que la maîtrise d'outils techniques de caractérisation et de représentation.

Spécialité n° 4 (Professionnelle) « Urbanisme, projet territorial et développement durable »,

Pilotage : Université Paul Cézanne Aix-Marseille 3 (IAR) (Responsable : Alain Motte)

L'objectif est de former des professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement dont le rôle est de participer, pour le compte de maîtres d'ouvrage publics, à la définition, la mise en œuvre et la gestion des projets d'urbanisme et d'aménagement de l'espace. Il donne aux étudiants accès à la culture, aux méthodes et aux outils nécessaires à la pratique professionnelle dans le champ.

Spécialité n° 5 (Professionnelle) « Architecture, Ville et Projet Urbain », également inséré en déclinaison du nouveau master.

Pilotage : École d'Architecture de Marseille-Luminy (Responsable : Alain Hayot)

L'objectif est la formation de professionnels capables tout à la fois d'analyser et de projeter la ville, en s'appuyant sur une approche née il y a une vingtaine d'années, celle du projet urbain. Aujourd'hui consolidée sur le plan conceptuel, cette démarche vise à la requalification concrète

des espaces dans le cadre d'un processus projectuel continu, articulé à la planification urbaine, à la demande sociale et à la production architecturale.

Spécialité n° 6 (Professionnelle) « Développement territorial »

Pilotage : Université de la Méditerranée (Responsable : Philippe Langevin)

L'objectif est de former aux métiers du développement économique local des cadres responsables dans la définition et la mise en œuvre de politiques territoriales : acteurs de la politique de la ville, responsables des interventions économiques des collectivités locales, directeurs d'associations, agents de développement. Il répond, en terme de formation supérieure, au contexte du développement

2 - En 2008 ce master évolue vers une nouvelle maquette: Dans le cadre du quadriennal 2008-2011, son intitulé n'est plus Ville et Territoire, mais se resserre sur une dénomination plus opérationnelle: **Urbanisme et aménagement**. Les changements sont importants.

Les six spécialités de seconde année ont été ramenées à quatre, et la spécialité recherche disparaît en tant que telle, un parcours recherche est organisé au sein des spécialités de la mention. On retrouve néanmoins encore les disciplines des trois universités partenaires.

- Paysages et Aménagement
- Urbanisme durable et projet territorial
- Aménagement et gestion des espaces naturels et ruraux
- Développement et compétitivité des territoires.

À ces quatre spécialités, s'ajoute le nouveau **Master Erasmus Mundus EURMed (Études urbaines en région méditerranéennes)**, en partenariat avec les Universités de Gênes, de Séville et l'Université technique de Lisbonne), sélectionné par l'Europe le 22 octobre 2006 et dirigé par Daniel Pinson.

Deux réformes importantes marquent ce nouveau diplôme:

- Désormais, la première année du Master est mutualisée et commune aux différentes composantes impliquées, entre nos trois universités donc avant la naissance d'AMU en 2012, nous étions précurseurs.
- En termes d'organisation et de localisation des formations offertes, les conditions propres à la métropole marseillaise conduisent à proposer le dédoublement des enseignements de cette première année sur deux sites : Aix (Aix-Schuman, Aix-Poncet, Aix-MMSH) et Marseille.

Bernard Morel était au centre des décisions, c'était un master de combat, qui préfigurait tout autant l'université unique que les enjeux de la future métropole.

Lisons quelques phrases de présentation de la formation qui fait la part belle à l'action opérationnelle:

« Ce Master prend en compte les évolutions récentes des territoires et leurs incidences sur les métiers de l'aménagement et du développement des territoires, en particulier dans les domaines de la programmation, de la gestion, du développement et de l'action opérationnelle. En effet le développement des processus d'urbanisation, la recomposition sociale, économique et institutionnelle des territoires, la place prise par la mondialisation-globalisation, l'évolution

des structures sociales, la nécessité de refonder les identités territoriales, bouleversent les questions de l'urbain et des territoires. La compréhension de ces phénomènes, souvent mal perçus appellent de nouvelles recherches interdisciplinaires et de nouvelles formations fondées sur un savoir disciplinaire de base indispensable et une capacité à connaître et à intégrer des apports venant d'autres disciplines ».

L'objectif de ce master pluridisciplinaire est de proposer des formations professionnelles qui mettent à la disposition des étudiants des savoirs fondamentaux, des savoir-faire et des outils, dispensés dans différentes structures universitaires permettant une intégration dans des équipes privées ou publiques ayant en charge la définition et la mise en œuvre des actions et des politiques dans les domaines de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, de l'organisation des espaces périurbains dans un contexte de développement durable.

Un autre objectif de ce master est de former de jeunes chercheurs, aptes, par leur contact direct avec des formations professionnalisantes, à renouveler la recherche en la matière.

3 - Paradoxalement, alors qu'Aix-Marseille-Université naissait, ce master s'est progressivement étioilé au quadriennal suivant, c'est-à-dire à partir de 2013, notamment par une forme de revanche des disciplines traditionnelles et des appartenances institutionnelles.

Parler de cet étiolement, c'est encore une fois parler de nous, je vais essayer de le faire avec tact et diplomatie :

- C'est parler du resserrement de l'économie sur des masters plus disciplinaires dans le cadre de la reconfiguration des formations et de la naissance de l'IMPGT (Institut de management public et gouvernance territoriale)

- C'est parler des oppositions entre géographie physique et géographie humaine qui ont contribué à diminuer le nombre d'enseignants chercheurs mobilisables dans le cadre d'un projet transdisciplinaire...

- C'est parler des querelles entre les urbanistes d'Aix-Marseille III regroupés par les hasards de l'histoire dans un département de la faculté de droit jugé pratico-pratique et les géographes d'Aix-Marseille I inscrits en SHS (sciences humaines et sociales) dans la faculté des lettres et sciences humaines)...

- C'est parler de l'antenne marseillaise de l'École Nationale du Paysage de Versailles (ENSPV) un temps menacée de disparition par sa puissante maison mère...

- C'est parler des débats qui ont secoué l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille tout autant quant à son hypothétique déménagement de Luminy qu'en ce qui concerne son ouverture à d'autres disciplines...

Progressivement chacun a ainsi repris ses billes. Mais cela n'a pas tout à fait été un retour à la case départ. Je crois que nos formations se sont enrichies de ces contacts mutuels, nous avons appris à dialoguer, à nous connaître, sur le plan humain comme intellectuel. Le master Villes et Territoires a été pionnier dans ce qui allait devenir AMU, c'était une façon de dresser la carte de nos compétences et de nos complémentarités et d'offrir une vision claire de l'écosystème AMU dans lequel nous travaillons. J'en veux pour preuve une cohabitation apaisée au cours des années écoulées. Même si le portage des formations est progressivement rentré dans les facultés historiques certaines formes de collaborations ponctuelles (échanges d'enseignants) voir de mutualisation (IUAR et ENSPV notamment) ont subsisté.

C'est aussi un héritage de Bernard Morel, chacun, après un moment de friction, a pu trouver ses marques. Bien des collaborations ont pu se développer, mais sur un mode plus informel

entre toutes ces composantes. S'il n'y a plus un master commun, il y a des programmes de recherche communs, des directions de revues, des cotutelles en doctorat....

4 - Mais l'histoire ne s'arrête pas sur ce constat d'échec. Son idée initiale de rassembler les disciplines de projet va aussi germer sous une forme différente à l'orée de la décennie 2010. À compter de cette date émerge l'idée d'une formation supérieure sur les métiers de la ville qui soit beaucoup plus visible et dépasse l'éclatement des formations entre Aix et Marseille. Si je parle du point de vue d'AMU de par mes fonctions, force est de souligner que ce sont nos partenaires des ministères de la Culture et de l'Agriculture qui vont donner le tempo et rouvrir le dossier de nos collaborations.

Premièrement, le déménagement l'école d'architecture de Luminy, sous la direction de Marielle Riche, enfin décidée à quitter ses calanques et ses portes de parc national, au début de 2010. Il fallait trouver un point de chute en centre-ville... Cela sera le point de départ. Quitte à bâtir de nouveaux locaux, autant y rassembler plusieurs disciplines

Deuxièmement, c'est le travail de mobilisation des enseignants de l'école du Paysage à Marseille, alors qu'il est question de fermer l'antenne de Marseille, avec l'engagement d'un certain nombre de grands paysagistes qui va permettre de pérenniser la place de l'école au bord de la Méditerranée.

Enfin, c'est la mission Théry a qui est confiée la préfiguration de la métropole qui reprend à son compte l'idée d'un IMVT (Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires) comme symbole : c'est sans doute là que le projet atterrit définitivement en 2014. Là aussi Bernard Morel va y jouer un rôle : je me suis laissé dire que l'ancien conseiller du président de région un temps président d'Euroméditerranée avait dû sans doute batailler pour convaincre les équipes de l'établissement public d'aménagement d'abandonner la cession à des promoteurs de plusieurs milliers de mètres carrés constructibles en plein cœur de Marseille au profit de l'implantation d'un bâtiment public d'enseignement et de recherche.

Au final, 20 ans après Ville et territoire, la livraison prochaine de **l'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires**, réunissant l'ENSAM, l'ENSP de Versailles et l'Institut d'Urbanisme sur le territoire d'Euroméditerranée (mais sans les géographes), vient concrétiser une des grandes ambitions académiques de Bernard Morel.

Le programme de l'IMVT, c'est la suite de ce que je viens de raconter: renforcer les enseignements transdisciplinaires, former les futurs professionnels à travailler en complémentarité sur les sujets complexes et enjeux à venir en matière d'architecture et d'aménagement. Le tout réunit dans un nouvel édifice tout contre la porte d'Aix à Saint Charles. 48 millions d'investissement global pour 12 000 mètres carrés de plancher avec un montage financier partenarial comme Bernard les aimait : État 29 millions, Ville de Marseille 6 millions, Métropole AMP 6 millions, Région PACA 6 millions, ENSA Marseille 3 millions, Département des Bouches-du-Rhône 2 millions.

L'État, maître d'ouvrage, et les collectivités territoriales – Métropole Aix-Marseille-Provence, Ville de Marseille, Département des Bouches-du-Rhône, Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'azur – se sont réunis pour permettre l'aboutissement de cet équipement d'enseignement et de recherche, favorisant les partages et rapprochements entre les formations d'architectes, de paysagistes et d'urbanistes, et s'inscrivant dans la logique de revitalisation du centre urbain de

Marseille porté par Euroméditerranée, à proximité de la gare Saint-Charles et d'un campus universitaire redynamisé.

L'IMVT n'est pas une entité juridique, chaque école conservant sa personnalité morale. Ce point important est clairement énoncé dans la charte de l'IMVT, signée par les trois établissements partenaires et leurs conseils d'administration respectifs. L'idée est de mutualiser des forces complémentaires afin de répondre aux enjeux contemporains ; valoriser la spécificité de chaque approche.

L'Institut méditerranéen de la ville et des territoires vise avant tout à **croiser les disciplines de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage** pour former au sein de cet institut les futurs professionnels capables de répondre aux grands enjeux environnementaux et sociétaux pour lesquels l'architecture, l'urbanisme, le paysage sont parties prenantes.

L'IMVT porte l'ambition de devenir un **pôle d'enseignement, de recherche**, mais aussi d'expertise et d'expérimentation ouvert sur le monde, pour imaginer la ville de demain, répondre aux enjeux environnementaux que convoque l'acte de bâtir et d'aménager nos espaces, qu'ils soient privés ou publics, bâti et non bâti.

L'IMVT porte également l'ambition de partager ce travail de connaissance et de prospective auprès de tous, acteurs du territoire, que ce soit les acteurs politiques et institutionnels ou le monde associatif et les habitants...

De par son nom, l'IMVT mentionne également l'**ancrage méditerranéen** et la matière commune sur laquelle travaillent les architectes, les urbanistes, les paysagistes : la ville et les territoires dans leur diversité et à différentes échelles.

Une ambition que Bernard n'aurait pas reniée.

De la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme à l'Institut méditerranéen de recherches avancées, l'engagement dans l'action collective au service de la recherche

*Brigitte Marin, Professeur à Aix-Marseille Université,
Directrice de l'École française de Rome*

Le 20 décembre 2010, collègues et personnels de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH) se réunissaient autour de Bernard Morel pour lui témoigner leur amitié et leur gratitude au moment de son départ à la retraite dont l'heure avait sonné au mois d'octobre précédent. Cette cordiale cérémonie associait Gilles Dorival¹, longtemps directeur du Centre Paul-Albert Février, une des unités fédérées au sein de la MMSH, comme ils l'avaient souhaité tous deux, soulignant ainsi leur compagnonnage au service de cette structure de recherche à laquelle ils étaient pareillement attachés. Retraite ? Le mot manque d'exactitude puisque Bernard Morel allait profiter du temps que lui offrait désormais cet éloignement des activités universitaires pour s'engager pleinement dans la vie politique et exercer les fonctions de Vice-Président du Conseil régional, délégué à l'emploi, au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation jusqu'en 2015.

« Ici à la MMSH, je me sens chez moi », nous avait-il déclaré ce jour-là. À cette Maison, à la communauté de recherche et au collectif de personnels qui l'incarnaient, il avait en effet prodigué tous ses soins, en s'engageant avec générosité dans sa direction, dont il partagea les responsabilités à partir de 2004 avec Robert Ilbert, puis avec moi-même en 2008.

Revenir sur les années que Bernard Morel a passé à la tête de la MMSH, entre 2004 et 2010, c'est prendre la mesure à la fois de leur fécondité – combien de projets, d'idées, de créativité ! – et des incertitudes qui traversaient cette période de transition pour les structures universitaires d'Aix-Marseille et pour la place des sciences humaines et sociales dans un environnement institutionnel et scientifique en profonde transformation. Se dessina alors, avec ses tâtonnements, ses hésitations, et parfois ses contradictions, un paysage qui nous est devenu familier : la place de la MMSH comme composante d'Aix-Marseille université, établissement unique sur le territoire métropolitain issu de la fusion des trois universités du site en 2012; l'extension de la MMSH sur le terrain dit de la menuiserie; l'Institut d'études avancées créé à Marseille sur le site de Longchamp. À relire les notes d'orientation, les comptes rendus des comités et des conseils, les correspondances entre les divers acteurs de l'époque, on comprend que rien n'assurait initialement le succès de ces opérations, ni n'était tracé d'avance, que des hommes et des femmes – à vrai dire des hommes surtout – s'en firent les bâtisseurs convaincus, déterminés et même acharnés au quotidien. Bernard Morel fut un acteur de premier plan de ce temps de fondation. Avec un trait de caractère qui lui était propre : ne jamais s'attribuer de mérite, agir aux côtés des autres – parfois même dans leur ombre –, en dialogue constant avec eux, en fidèle et rassurant compagnon de route, tout en restant attaché à ses convictions. En effet, Bernard ne se positionnait jamais sous les feux de la rampe, ne mettait jamais le « je » devant le « nous ». Sa seule et constante ambition, comme il l'avait confié à ses auditeurs lors de son discours de départ à la retraite du 20 décembre 2010, était de se « rendre utile » et de « donner à l'action collective des instruments ». Il sut le faire avec constance, discernement et ténacité. Aussi la stabilité, dans le temps, des structures de recherche auxquelles il s'était consacré, plus largement l'inscription des sciences humaines et sociales dans les institutions

¹Professeur de langue et de littérature grecques à Aix-Marseille Université, directeur du Centre Paul-Albert Février (UMR 7297 – Aix-Marseille Université / CNRS) de 2001 à 2010, membre de l'Institut universitaire de France, spécialiste de patristique, de la Bible et de ses interprétations.

universitaires et sur le territoire, lui doivent-elles beaucoup; souvent plus que l'on ne penserait à première vue car son travail discret, mais concret, pragmatique et efficace se passait de grandes déclarations et de revendications personnelles.

L'histoire complexe de ces années de transformation des structures universitaires et de recherche dans lesquelles Bernard Morel s'était engagé mériterait d'être faite, car le souvenir s'en émousse vite. Ce ne sera évidemment pas le propos de ces quelques pages. Le parcours de Bernard dans ces années-là nous amène toutefois à tourner le regard vers un moment de construction institutionnelle qui pourrait retenir ultérieurement l'attention et dont le récit pourrait s'appuyer sur la mémoire des acteurs qui sont encore aujourd'hui en mesure d'en témoigner.

Autour de trois verbes d'action – soutenir, traduire et bâtir –, je tenterai de restituer autant que possible la parole de Bernard à travers quelques citations glanées dans la documentation de ces années-là, et d'éclairer ainsi sa vision de la recherche, du territoire et des institutions académiques, tout en illustrant la contribution majeure qu'il a donné au développement de la MMSH et à la création de l'Institut méditerranéen de recherches avancées (IMéRA).

SOUTENIR

« Soutenir » fut l'intention première qui poussa Bernard Morel vers la direction de la MMSH. Pour lui, il s'agissait avant tout de seconder Robert Ilbert², fondateur de la Maison en 1996, dont la santé défaillante depuis l'accident cérébral qui l'avait frappé en septembre 2001, lui rendait difficile d'assumer seul une charge aussi prenante, d'autant plus qu'il souhaitait passer à autre chose. Dès 2002, Robert Ilbert avait en effet commencé à penser à la création d'un Institut d'études avancées, dont le projet se dessina à partir de 2004 grâce aux réunions régulières et informelles d'un petit groupe de personnalités autour de lui.

Bernard Morel se mit alors littéralement au service de Robert Ilbert et de la communauté MMSH. Ses propres mots, en 2010, dans son discours de départ, ne sauraient mieux l'exprimer :

²Historien contemporainiste, auteur d'une thèse sur la ville d'Alexandrie (1830-1930), Robert Ilbert est nommé en 1984 à l'Université de Provence où se déroula toute sa carrière. Membre de l'Institut universitaire de France, il fut chargé à la fin de l'année 1991 par le ministre Hubert Curien d'une mission sur les études méditerranéennes en France qui déboucha notamment sur la proposition de réunir sur un même campus les différentes équipes étudiant la Méditerranée à Aix-en-Provence. Le projet de Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme fut validé par décision ministérielle dès 1992, le concours d'architecture lancé au printemps 1994, les statuts adoptés en 1996 et, après l'installation des premières équipes à l'été 1997, le bâtiment fut officiellement inauguré le 16 janvier 1998. Robert Ilbert joua aussi un rôle important dans la constitution du Réseau national des Maisons des sciences de l'Homme, lorsqu'il était conseiller pour les sciences humaines et sociales à la Direction de la recherche (1997-2001) sous le ministère de Claude Allègre. Un programme de soutien aux Maisons des sciences de l'Homme avait été créé en 1999 sous la forme d'une Action concertée incitative (ACI); une convention de partenariat entre le ministère chargé de la recherche, le CNRS, les présidents des universités de rattachement des Maisons, et les directeurs de celles dotées d'une autonomie par leurs statuts juridiques concrétisa, en janvier 2001, les réflexions amorcées depuis 1998 sur la convergence des politiques des Maisons et la clarification de leurs missions. En 2006, le Réseau devint un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS). Cf. J. Commaille (dir.), *Avenir de la recherche et Maisons des Sciences de l'Homme*, Paris, Éditions A. Athéna, 2020 (1^{ère} éd. 2006); L. Dakhli, V. Lemire (dir.), *Étudier en liberté les mondes méditerranéens. Mélanges offerts à Robert Ilbert*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016.

Je n'avais aucune légitimité à prendre la responsabilité de cette maison, sauf celle que m'a accordée Robert. Robert, tu m'as offert un merveilleux cadeau, celui d'être, dans les circonstances douloureuses que nous savons, tes jambes pour t'aider à accomplir ton œuvre. Je n'ai jamais eu d'autre ambition en répondant à ta demande, que de te donner la possibilité d'achever ce que tu avais créé. Venant d'un autre horizon disciplinaire, j'aurais pu vouloir impulser des orientations. Ce n'était ni le moment ni l'heure. Il fallait consolider une dynamique fragile que tu avais impulsée et lancer les autres projets qui te tenaient à cœur, comme l'IMÉRA. J'espère avoir su le faire, à ma manière.

Aussi insistait-il souvent : « Robert, c'est la tête, moi je suis les jambes », phrase qu'il ponctuait d'un grand éclat de rire communicatif. Ce n'était pas faux, mais pas tout à fait juste non plus; car Bernard savait mettre ce qu'il fallait de cervelle dans les jambes et parfois aussi du plomb dans celle de Robert.

La MMSH était alors, comme elle l'est toujours aujourd'hui, une double structure : une composante de l'Université de Provence sous la forme d'un Département de recherche (appelé Département Maison des Sciences de l'Homme - DMSH) et une Unité mixte de service (UMS) en cotutelle entre le CNRS et l'Université. Depuis sa création, les deux directions avaient été assumées par un seul homme, Robert Ilbert; en 2004, Bernard devint directeur adjoint des deux structures aux côtés de celui-ci. En octobre 2006, sa candidature s'imposa à la direction du DMSH, dans un esprit de continuité clairement exprimé dans sa déclaration d'intention adressée aux personnels de la MMSH : « Personne, et certainement pas moi, ne saurait remettre en cause la légitimité de Robert à être l'animateur principal de la Maison³. Je ne conçois donc ma responsabilité qu'en parfaite harmonie avec un schéma de direction partagée ».

Ces mots n'étaient pas vains car la prise de responsabilité de Bernard Morel s'accompagnait de l'effacement de toute ambition personnelle. Son unique objectif était de maintenir à flot le navire MMSH dans une période houleuse, compte tenu des recompositions préparant la fusion des trois universités d'Aix-Marseille.

Pour autant, les tâches qu'il se donnait, et dans lesquelles il a parfaitement réussi, n'étaient pas minces et recoupaient essentiellement trois préoccupations.

En premier lieu, à un moment où certains dénonçaient le caractère « extraterritorial » de la MMSH, il fallait renforcer son intégration à l'université pour en faire un fer de lance du rayonnement de l'université de Provence et même, compte tenu du partenariat avec l'Université Paul Cézanne qui avait présidé à sa fondation, un élément porteur du projet de pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), première forme de regroupement universitaire qui préfigurait l'université unique de 2012.

Deuxièmement, sur le plan de la gestion interne, il convenait de remédier à certaines défaillances par un nouveau règlement intérieur (2004), en cohérence avec les principes mis en œuvre, à savoir gérer la Maison en « véritable collectif ». Aussi Bernard Morel s'appuya-t-il sur le comité de direction, réunissant les directeurs des unités composantes et de l'École doctorale hébergée, comme lieu central de décision sur les orientations de la MMSH, ainsi que sur diverses commissions *ad hoc* : « les décisions de la direction sont des choix collectifs qu'il convient donc d'assumer collectivement », écrit-il dans sa déclaration d'intention de 2006. Bernard s'attacha en particulier, au cours de son mandat, à ce qu'il estimait être les services-clefs de la MMSH : l'informatique, la médiathèque, la logistique.

Troisièmement – et peut-être faut-il y voir un écho de son goût pour la prospective –, préparer l'avenir : cela recouvrait à la fois, aux yeux de Bernard, de nouvelles implantations et des projets à concrétiser en trouvant les moyens d'assurer leur soutenabilité budgétaire. Il

³R. Ilbert restait en effet Directeur de l'UMS, charge qu'il occupa jusqu'à la fin de l'année 2007.

s'agissait en particulier de la construction, à côté du bâtiment de la MMSH, d'un nouvel équipement de l'Université de Provence sur le terrain dit de la menuiserie⁴. Appelé dans un premier temps le « Collège de la Méditerranée », il fut inscrit au Contrat de Plan État-Région 2007-2013, tandis que son articulation avec la MMSH restait en réalité à définir plus précisément. En 2006, Bernard Morel écrit que « la MMSH et le Collège de la Méditerranée constitueront une sorte de collège international d'études comparatives ». Parallèlement, Robert Ilbert était l'animateur principal de l'Institut d'études avancées, appuyé sur la MMSH. Enfin, un autre enjeu se manifestait : « assurer la relève ».

À la fin de l'année 2007, Robert Ilbert renonça à se porter candidat lors du renouvellement à la direction de l'unité de service et de recherche (USR). Il proposa au CNRS de nommer Bernard Morel comme administrateur provisoire et moi-même comme administratrice provisoire adjointe. Cette année-là, Robert Ilbert m'avait en effet confié une charge de mission pour la mise en œuvre, à partir de 2008, de la dimension recherche de l'unité, correspondant à son changement de statut, c'est-à-dire à son passage d'Unité mixte de service (UMS) à Unité mixte de service et de recherche (USR). J'ai ainsi partagé à mon tour, comme adjointe, la responsabilité de l'USR pendant deux ans avec Bernard Morel, avant de le remplacer d'abord à la direction du DMSH en décembre 2009, puis à la direction pleine de l'USR en mars 2010. Cette évolution était clairement tracée dans l'esprit de Bernard Morel dès janvier 2008 lorsqu'il exposa en assemblée générale du personnel que pour mener à bien les opérations engagées et veiller notamment à la place de la MMSH dans le cadre de la fusion des trois universités, il était nécessaire qu'un personnel qui serait encore en activité à moyen terme s'investisse. Très vite par conséquent, déclara-t-il alors, mon rôle devrait dépasser la simple mise en œuvre des recherches de l'USR. En conseil de département (DMSH) du 7 décembre 2009, il réaffirmait qu'il n'avait eu d'autre but « que de parachever le travail de création de l'institution entamé par Robert Ilbert » et qu'il était « temps de passer le relais à la nouvelle génération et d'ouvrir une période nouvelle pour la MMSH ».

Constance dans les objectifs, capacité à s'effacer, à laisser la place, ont caractérisé la position de Bernard Morel au cours de ces années. Inutile d'ajouter que j'ai travaillé à ses côtés en pleine autonomie, sans qu'il n'impose jamais la moindre condition, et dans la plus entière des confiances. Plus généralement, le trait distinctif de la gestion de Bernard Morel résidait dans l'attention qu'il portait à tous les personnels, sa bienveillance et sa générosité.

Qu'est-ce qui avait poussé Bernard Morel, à côté de son sens du service public, à s'engager dans et pour la MMSH ? En premier lieu, certainement, l'estime qu'il portait à Robert Ilbert, dont il admirait la puissance imaginative et appréciait les ferments d'innovation dont il était porteur. Ceux-ci répondaient chez lui à un désir militant, celui « d'innover profondément dans l'université »⁵. Leur connivence s'exprimait souvent dans les bons mots, voire certaines blagues de potache, dont ils aimaient rivaliser et qui les faisaient s'esclaffer. La bonne humeur et l'humour ne faisaient jamais défaut même dans les situations les plus délicates ou les plus tendues. Il était également, plus encore peut-être, motivé par son intérêt pour la Méditerranée

⁴Première pierre de cette extension (maîtrise d'œuvre, Fradin-Weck architecture) posée le 5 décembre 2017. Sur ce projet (<http://panorama-architecture.com/projet/maison-mediterraneenne-des-sciences-de-lhomme-aix-en-provence/>), et plus généralement sur l'architecture des Maisons des sciences de l'Homme et leurs usages, voir B. Marin, V. Siron, *Les sciences humaines dans leurs maisons*, Marseille, Parenthèses, 2017.

⁵Discours de B. Morel pour son départ à la retraite, 20 décembre 2010. Je remercie Nicole Girard de m'en avoir communiqué le texte extrait des archives numériques de B. Morel.

et la construction euro-méditerranéenne; une passion qu'il partageait avec Robert Ilbert et d'autres collègues de la MMSH, comme d'ailleurs avec Michel Vauzelle, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur de 1998 à 2015, dont il avait été directeur de cabinet (1998-2001). Les orientations données à la MMSH recoupaient en outre son engagement politique par l'inscription et le rayonnement de cette structure sur le territoire : « Depuis quinze ans, j'ai pensé que dans cette métropole et cette région, une université forte était une chance. Je crois profondément que l'université unique est cette chance à condition naturellement que sa dynamique soit l'œuvre de tous »⁶. Dans ce contexte, la MMSH était à ses yeux une pierre essentielle de l'édifice. Enfin, il déclarait : « la MMSH, grâce à toi, Robert et aussi à Gérard Chastagnaret⁷, est à la fois un haut lieu de la recherche et de la pensée et un lieu majeur de passage entre la recherche et nos sociétés. C'est, sans doute pour cette raison que je m'y trouve chez moi »⁸. Agir dans la société était une puissante aspiration de Bernard Morel et, dans le monde académique local, la MMSH se présentait comme un instrument pour œuvrer dans cette direction. Aussi, traduire, fut-il le domaine d'engagement dans lequel s'accordaient pleinement ses activités académiques et sa vocation politique.

TRADUIRE

« Je crois à la nécessité de traduire pour les acteurs de la vie économique et sociale les travaux de recherche les plus poussés [...]. Les sciences sociales et humaines ont besoin de passeurs qui permettent aux travaux les plus savants et les plus érudits de s'imprimer dans la société, de devenir des acteurs de la société »⁹. Aussi la véritable ambition de Bernard Morel était-elle d'être « un intellectuel-passeur; passeur entre des mondes qui s'ignorent »¹⁰. C'était la mission qu'il souhaitait le plus vivement accomplir, cherchant à tisser des liens entre les acteurs de la vie scientifique, les collectivités territoriales et leurs décideurs.

Le 27 avril 2009, Bernard Morel m'adressait une lettre pour m'inviter à rejoindre le comité d'orientation qu'il mettait en place pour le Centre régional de la Méditerranée. Celui-ci, voulu par Michel Vauzelle, Président de la Région, sur le J4 à côté du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, avait été conçu dans un premier temps – il en avait formulé l'idée dès janvier 1999, le bâtiment ouvrit ses portes en 2013 – comme un lieu de recherche et d'expression pour des chercheurs et des créateurs, et comme un lieu de manifestations pour le grand public. Bernard Morel s'impliqua fortement dans cette construction, prenant en charge le suivi du projet, puis la vice-présidence de la Régie, structure gestionnaire de 2012 à 2015. Il y voyait « un lieu pour passer des idées, pour créer la rencontre des hommes de la Méditerranée et pas seulement des spécialistes de la Méditerranée »¹¹. À la fois un lieu de débat, de partage des connaissances sur les enjeux de la Méditerranée contemporaine et de la coopération internationale, et un espace d'accueil et de sensibilisation des publics à ces enjeux. « La tâche

⁶Idem.

⁷ Professeur d'histoire contemporaine à Aix-Marseille Université, spécialiste de l'histoire économique de l'Espagne et de la Méditerranée, directeur du Groupement de recherche Nord-Méditerranée (1990-1993), puis de l'UMR 7303 TELEMMe (Temps, espaces, langages, Europe méridionale, Méditerranée, Aix-Marseille Université/ CNRS), unité de la MMSH, de 1994 à 2001, et directeur de la Casa de Velázquez de 2001 à 2006.

⁸Discours de B. Morel pour son départ à la retraite, 20 décembre 2010.

⁹Idem.

¹⁰Idem.

¹¹Idem.

n'est pas simple, m'écrivait-il dans sa lettre d'avril 2009, puisqu'il s'agit de concilier des publics divers et des approches thématiques multiples et de tenir compte de la diversité des territoires méditerranéens ». Le Comité devait formuler des propositions visant à construire une pédagogie de la Méditerranée contemporaine. Il se réunit trois fois avec Bernard. Il en sortit l'idée d'un centre d'interprétation de la Méditerranée et d'une articulation entre connaissance et création actuelle.

Laissons de côté l'histoire de ce projet, qui prit ensuite une dimension plus politico-diplomatique, et de ses évolutions jusqu'à son réaménagement récent en musée de la grotte Cosquer¹². L'engagement de Bernard Morel dans le transfert des connaissances académiques au cœur de la société s'est manifestée à l'occasion de ce projet comme dans bien d'autres circonstances, avec des retombées non négligeables sur la MMSH régulièrement sollicitée et encouragée par ses initiatives à répondre aux besoins des collectivités territoriales.

Traduire, cela a aussi été sa capacité à transformer des intuitions ou des idées en projets concrets et, mieux encore, en objets construits prenant place, matériellement, dans le paysage urbain.

BÂTIR

Les questions bâtimentaires ont été au cœur de l'action de Bernard à la MMSH et à l'IMéRA. Lors du comité de direction de la MMSH de février 2006, Bernard annonçait en effet le nouveau Contrat de Plan État-Région à compter du 1^{er} janvier 2007 et soulignait l'importance d'y inscrire l'Institut d'études avancées et le Collège de la Méditerranée, « si l'on veut qu'ils aient une chance de se réaliser ».

Pour la MMSH, il s'agissait de saisir l'opportunité d'une possible extension sur un terrain la jouxtant, dit « de la menuiserie ». Bernard Morel s'était tout particulièrement chargé de ce dossier. Il avait d'abord imaginé une Maison des masters. Sur cette première base, le projet de Collège de la Méditerranée, tel qu'il fut approuvé en conseil d'administration de l'université à l'été 2006, avait été retravaillé, notamment par Bernard Cousin¹³. Il comprenait, outre des logements étudiants, des locaux pour l'École doctorale « Espaces Cultures Sociétés »¹⁴ déjà hébergée à la MMSH avec une ouverture aux masters, des espaces de recherche pour les équipes rattachées à l'École doctorale mais localisées en dehors de la MMSH, pour des programmes financés par l'Agence nationale de la recherche et pour les pôles de compétences de la MMSH¹⁵. Passons sur les évolutions du projet, les coups de théâtre, les incertitudes; fidèle à sa conception du « collectif », Bernard avait fait appel aux personnels pour nourrir la réflexion au sein d'un « Comité des dix ans » de la MMSH. L'obtention, en 2011, du Laboratoire d'excellence « Les sciences humaines et sociales au cœur de l'interdisciplinarité

¹²On en lira un récit très complet, rédigé par B. Morel, sous le titre « La Villa Méditerranée. Dessin vs Dessin. Le Politique et l'Architecte », en ligne : <https://gomet.net/la-villa-mediterranee-par-bernard-morel/>

¹³Professeur d'histoire moderne à Aix-Marseille Université, auteur d'une thèse sur les ex-voto provençaux, B. Cousin s'est précocement engagé dans les instances universitaires, où il a occupé diverses responsabilités. Deux fois vice-président chargé de la recherche (1992-1994, 2006-2008), il a été directeur de l'UMR 7303 TELEMMé (Temps, espaces, langages, Europe méridionale, Méditerranée, Aix-Marseille Université/ CNRS), à la suite de G. Chastagnaret, de 2001 à 2007.

¹⁴18 unités du site d'Aix-Marseille (20 aujourd'hui) étaient rattachées à l'École doctorale n°355 dont les 10 regroupées au sein de la MMSH.

¹⁵Trois pôles de compétences (ressources, services et développement de la recherche) relevaient de l'USR MMSH : « Images et sons », « Espaces, représentations et usages », « Euromed ».

pour la Méditerranée » (LabexMed)¹⁶ allait à nouveau changer la donne, en permettant à la MMSH de concevoir une véritable extension de son campus – pour l'École doctorale et de nouveaux espaces de recherche transversaux –, qui vint en quelque sorte le parachever (livraison du bâtiment en 2019). À toutes les étapes de cette opération, Bernard Morel a été présent, pour tenir le cap et pour conforter la place de la MMSH.

Quant à l'IMÉRA, on peut dire qu'il en a été véritablement le co-concepteur avec Robert Ilbert; c'est d'ailleurs ainsi qu'ils se présentèrent tous deux lors de la première rencontre publique sur le thème « Sorties de crises » à l'Alcazar le 7 novembre 2007¹⁷. Rappelons brièvement le contexte. La loi de programme pour la recherche du 18 avril 2006 avait permis à la communauté scientifique de créer avec l'aide financière de l'État des réseaux thématiques de recherche avancée (RTRA). À la suite de l'appel à projet du 22 mai 2006, le Réseau français des Instituts d'Études Avancées (RFIEA) fut sélectionné et créé sous la forme d'une fondation de coopération scientifique ayant pour but le développement et la coordination de quatre Instituts d'études avancées, situés à Aix-en-Provence, Lyon, Nantes et Paris. L'IMÉRA, auquel Robert Ilbert travaillait depuis plus de deux ans avec un groupe de collègues qu'il animait en compagnie de Bernard Morel, fut créé sous la forme d'une association (loi 1901) de préfiguration en 2007, avant de prendre en 2013 le statut de fondation universitaire¹⁸. En 2011, l'Institut s'installait officiellement dans le bâtiment rénové, appelé Maison des astronomes, sur le site de l'ancien observatoire de Longchamp (Marseille). Il serait hors de propos d'entrer dans le détail de la genèse et des étapes, parfois heurtées, du projet. La contribution de Bernard Morel – plus encore qu'à la MMSH où son action consistait à maintenir une direction et une cohérence – a été véritablement décisive pour la réalisation de l'IMÉRA.

Le projet s'était nourri, dans un dialogue étroit avec Robert Ilbert, de plusieurs idées qui lui tenaient à cœur. Comme on l'a rappelé plus haut, d'une part « l'ambition d'assurer une relation permanente et intensive entre la recherche qui se fait et sa réception par la société »¹⁹, d'autre part la dimension « méditerranéenne » – réaffirmée par un arbitrage de Bernard en janvier 2009 – dans une visée qui n'était pas de favoriser les études méditerranéennes, mais d'associer de manière privilégiée des chercheurs de l'autre rive. Pour cette raison, Robert Ilbert observait, en 2008, que le caractère opportuniste et réversible de cet intitulé [méditerranéen

¹⁶Lauréat du Programme Investissement d'Avenir, ce laboratoire d'excellence, coordonné par l'USR MMSH sous la responsabilité de B. Marin, regroupait 16 unités mixtes de recherche d'Aix-Marseille en sciences humaines et sociales, dont toutes celles de la MMSH. Il avait pour objectif de développer et de valoriser des projets de recherche interdisciplinaires sur la Méditerranée, de favoriser la formation des jeunes chercheurs ainsi que leur mobilité dans le bassin méditerranéen, de développer des partenariats euro-méditerranéens. Ses travaux se sont achevés le 31 décembre 2019.

¹⁷Voir B. Morel. Mediamed (2007, 7 novembre). *Présentation de l'IMÉRA (1)*. [Vidéo]. Canal-U. <https://www.canal-u.tv/112784> (consultée le 15 août 2023).

¹⁸Comme le rappelait R. Ilbert dans une note publiée sur le site web de l'IMÉRA au sujet des 10 ans de l'Institut : « C'est ce petit groupe piloté par Bernard Morel et moi-même qui a négocié les terrains de Longchamp, l'inscription grâce à Michel Vauzelle au contrat de plan des financements de la construction pour déboucher en 2007 sur la candidature portée par la MMSH au concours des RTRA (Réseaux thématiques de Recherche Avancée) sous l'intitulé générique de RFIEA – Réseau Français des Instituts d'Études Avancées, retenu par le ministère et dont les statuts furent négociés pied à pied à Paris durant le dernier trimestre 2007 ». <https://www.imera.fr/ressources/note-de-robert-ilbert-sur-les-10-ans-de-l-imera/>

¹⁹Compte rendu de réunion, 20 décembre 2007.

était dû] à la MMSH et à Sarkozy [Union pour la Méditerranée] »²⁰. Mais surtout, Bernard obtint l'inscription de cet institut au Contrat de Plan État-Région sur la base d'un choix déterminant : la distinction de la MMSH et de l'IMÉRA. Cette orientation, débattue en interne, différait de la décision prise à Nantes avec la Maison des sciences de l'Homme Ange-Guépin, en écartant l'option d'une mutation radicale de la MMSH par l'intégration de l'Institut d'études avancées. Bernard Morel était en effet opposé à une MMSH trop puissante qui s'aliénerait l'université au moment où celle-ci prenait la voie de transformations positives avec les perspectives qu'offrait la fusion des trois universités du site.

Bernard Morel poussa aussi Robert Ilbert à accélérer la préfiguration de l'Institut²¹, à donner au projet une assise partenariale solide, une crédibilité assurée et à rechercher des moyens réalistes de soutenabilité financière. Il prit du reste la charge de trésorier de l'Association, tandis que Robert Ilbert s'intéressait davantage aux ambitions intellectuelles, à la définition de l'IMÉRA comme un « lieu de savoir », à la définition d'un « cercle » associant des pensionnaires invités et des chercheurs locaux sur des thèmes de réflexion. Un échange de lettres des 7 et 8 mars 2008²² entre ces deux principaux protagonistes est éclairant à cet égard. Tout en redisant sa confiance dans « la pertinence des intuitions » de Robert Ilbert, Bernard Morel rappelle sans détour les priorités : l'installation dans la Maison des astronomes – véritable acte fondateur – et l'appel à candidature à publier sans délai pour l'accueil des premiers résidents. « L'IMÉRA, écrit-il, ne saurait être une juxtaposition d'un hôtel pour invités et un lieu de savoir pour des locaux s'adonnant aux joies d'une réflexion particulière ». Robert Ilbert, moins confiant dans les structures universitaires qui, selon lui, ne savaient que reproduire et non inventer, plaidait de son côté en faveur d'un « lieu de créativité marginal » qui, fonctionnant par attractivité, deviendrait « un des pivots du futur dispositif régional et peut-être national autour de la dimension humaine des sciences » dont le périmètre s'étendrait au-delà de l'IMÉRA. Cependant, à bien y regarder, c'est moins leur divergence dans les modalités de gestion du projet qui ressort de cette correspondance, que la complémentarité de leurs approches et de leurs tempéraments pour avancer ensemble.

Une fois de plus, dans cet épisode, Bernard Morel remettait au centre le collectif, les autres acteurs qu'étaient l'université, le CNRS, le Réseau thématique de recherche avancée, le groupe de pilotage, et il insistait sur la dimension partenariale du projet comme gage de sa réussite. Il tendait toujours à s'effacer derrière les actions collaboratives et le travail d'équipe. Mais tous ceux qui l'on rencontré, qui ont travaillé avec lui, qui ont apprécié ses qualités intellectuelles et humaines, savent que Bernard ne saurait pour autant s'effacer ni de leurs mémoires ni de leur cœur.

²⁰ Note de R. Ilbert sur « un choix de scénarios à effectuer », 20 avril 2008 (archives personnelles de l'auteur de cette contribution).

²¹ Note de R. Ilbert, « Passage à l'acte 2008 », décembre 2007, où il développe l'idée de « faire de l'année 2008 l'An1 de l'IMÉRA » (archives personnelles de l'auteur de cette contribution).

²² Archives personnelles de l'auteur, en copie de cet échange de courriels les 7 et 8 mars 2008.

CONCLUSION DE LA JOURNÉE

Sylvie Daviet

Professeur émérite de géographie, Aix-Marseille-Université -Telemme/MMSH

À l'issue de cette journée riche en témoignages, il n'est pas question naturellement de conclure à proprement parler, mais de souligner quelques éléments remarquables, quelques lignes de force. Nous avons donné dans notre démarche la priorité à l'universitaire, mais en parlant de Bernard Morel, on parle en permanence du scientifique, du politique et de l'homme dans sa dimension personnelle.

1) La densité

La combinaison de ces trois facettes souligne la richesse du personnage, sa dimension hors norme, si l'on considère

- L'ampleur de sa production scientifique (plus de 120 références)
- La diversité de ses fonctions et responsabilités dans la vie universitaire et dans la vie politique

Cela fait de lui un personnage d'une grande densité, avec une incroyable capacité de travail

1) Les interactions

On voit aussi **les interactions qui se nouent entre le scientifique et le politique**, et entre quelques grandes thématiques qui scandent la carrière de Bernard Morel. Si Christian Goux est pour lui un mentor, ce n'est pas seulement en tant que Professeur et directeur de thèse, c'est aussi dans cette capacité à articuler vie scientifique et vie politique (conseiller auprès de F. Mitterrand, Christian Goux a été aussi maire de Bandol et député du Var comme indiqué par Nicole Girard dans la biographie de Bernard Morel)

De même, le thème de la prospective n'est pas seulement un domaine de réflexion scientifique, et une parenthèse dans sa carrière, c'est naturellement un outil de l'action politique : gouverner c'est prévoir ; la prospective, on va la retrouver dans les fonctions de Bernard Morel à la DATAR, dans sa contribution au schéma d'aménagement régional lorsqu'il sera à la Région, et à une échelle plus macro dans sa vision de l'arc latin (de la Catalogne à la Toscane), et de l'espace euroméditerranéen...

Enfin, sa lecture systémique de **la ville et des dynamiques territoriales**, connectées entre elles ou déconnectées, servira de diagnostic et viendra nourrir le projet politique métropolitain.

Donc le scientifique et le politique dialoguent en permanence, coproduisent une pensée avec beaucoup de cohérence.

2) Les évolutions

Si l'universitaire et le politique cohabitent et interagissent, la part de chacun évolue au fil du temps ; on peut se risquer à distinguer globalement trois grandes périodes dans la vie post-thèse de Bernard :

- **Dans les années 80-90** la vie du scientifique, qui évolue dans plusieurs villes, domine la vie du militant déjà engagé ; le centre de gravité se trouve du côté de la vie scientifique. Les années 1990 sont du reste les plus productives sur le plan scientifique, avec le plus grand nombre de publications.
- **Dans les 2000**, l'universitaire ancré dans le territoire provençal devient un bâtisseur ; l'homme politique est de même ancré au sein des structures politiques régionales comme conseiller et homme de dossiers, un personnage qui compte dans l'organigramme décisionnel mais qui reste dans l'ombre cependant ; le centre de gravité de l'universitaire et celui du politique s'équilibrent.
- **Dans les années 2010**, Bernard Morel prend sa retraite de professeur des universités, l'universitaire s'efface quelque peu. Mais en politique, l'homme investit désormais l'habit de l' élu dans la lumière,

c'est le temps des mandats, à la ville de Marseille et à la Région en particulier... ; le politique a pris le pas sur le scientifique.

1) *Le bâtisseur*

À l'université comme à la Région, l'homme, le politique cherche à fédérer les forces, bâtir de nouvelles structures durables (il a en tête la notion de réversibilité/irréversibilité); il participe au développement de la MMSH, aux décisions fondatrices de la fusion des universités d'Aix-Marseille, il initie l'institut de la ville et des territoires, l'IMERA... Bien sûr, tous les projets de l'universitaire ou du politique n'ont pas abouti, mais plusieurs ont trouvé une concrétisation, il y a un héritage de Bernard Morel.

2) *La méthode enfin*

Dans un monde politique et universitaire habitué à la prégnance du conflit, Bernard Morel pouvait aussi débattre avec âpreté, être un contradicteur redoutable.

Mais la méthode Morel est celle d'un passeur :

- Faire cohabiter des mondes différents, les élus et les experts,
- Faire l'intercommunalité avec les rapports humains
- Faire cohabiter les disciplines : économie, histoire, géographie, urbanisme, aménagement, sciences politiques

Plus largement, dans sa vision prospective, Bernard Morel fait cohabiter le passé, le présent et l'avenir, le temps court de la conjoncture et le temps long de l'histoire dans l'épaisseur des territoires.

On retrouve là sa **pluridisciplinarité** intrinsèque : économiste de formation, les travaux de Bernard révèlent en effet son sens de l'espace (comme en témoignent les séquences introductives communiquées par l'INA, et extraites du film de René Allio sur Marseille). Ce sens aigu de l'espace et de l'histoire lui a permis de jouer ce rôle fédérateur en sciences humaines et sociales, comme souligné par Brigitte Marin.

Sans cela, un économiste à la direction de la MMSH serait presque apparu comme une provocation alors qu'il était le seul économiste de la Maison rassemblant une douzaine de laboratoires.

C'est sans doute cette **alchimie disciplinaire** qui lui a permis aussi d'être à son aise à TELEMME, un laboratoire fait alors d'historiens et de géographes avec une équipe solidement tournée vers l'histoire économique et la géographie économique du **territoire**, à l'heure où le concept même de territoire s'est imposé dans le champ scientifique et le débat public.

Le tableau était sans doute trop grand pour intégrer finement toutes les facettes du parcours de Bernard dans le programme d'une seule journée, mais nous nous sommes efforcés de répondre à la question posée en introduction par Virginie Baby-Collin et Nicole Girard : qui était Bernard Morel ?

Comme évoqué par Xavier Daumalin, au-delà de cette journée d'hommage du 21 octobre 2022, une autre manifestation a été l'occasion d'insister davantage sur les apports de Bernard Morel dans l'analyse du système portuaire qui a fait l'objet de ses dernières publications. Ainsi, le 10 mars 2023, une journée d'étude associant la ville de Marseille et le Grand Port Maritime de Marseille s'est déroulée sur la question des relations ville/port qui constituent un sujet emblématique au carrefour de dimensions multiples : urbaines, industrielles, politiques, sociales et environnementales.

Remerciements

L'équipe organisatrice de TELEMME exprime ses remerciements à l'ensemble des participants de cette journée pour leurs témoignages chaleureux et leurs contributions aux échanges au cours d'un hommage que nous avons souhaité à la fois réflexif et amical.

Liste des auteurs

Baby-Collin Virginie, 2–5

Borruey René, 16–21

Daviet Sylvie, 50, 51

Dubois Jérôme, 34–40

Fellmann Thierry, 29–32

Girard Nicole, 2–5

Marin Brigitte, 41–48

Thiebaut Dominique, 7–9

Zalio Pierre-Paul, 22–27

Zimmerman Jean-Benoît, 10–14